SV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 43.959/2
DU 11 FÉVRIER 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par les Ministres, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétents pour la Fonction publique, le 19 décembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé de 30 jours [(*)], sur un projet d'arrêté du Collège réuni "portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 14 janvier 2008.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite principalement son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Les articles 4 et 5 du projet, relatifs, le premier, à la structure des Services, et le second, aux missions de l'Observatoire de la Santé et du Social, ne relèvent pas du statut administratif du personnel, mais de l'organisation interne des services. Ces dispositions n'ont pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Il en va de même en ce qui concerne les barèmes afférents au statut pécuniaire des agents de la Commission communautaire commune, annexés au projet.

La section de législation ne donne dès lors pas d'avis au sujet de ces dispositions.

Formalités préalables

1. L'accord des membres du Collège réuni compétents pour le Budget ne figure pas au dossier de demande d'avis. Les auteurs du projet veilleront à recueillir cet accord avant que l'arrêté soit adopté.

2. L'accord des membres du Collège réuni compétents pour la fonction publique est requis en vertu de l'article 15 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 8 mars 2007 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget. Interrogés à ce sujet, les délégués des ministres ont renvoyé à la délibération du Collège réuni du 13 décembre 2007 qui approuve l'avant-projet d'arrêté en deuxième lecture. Ainsi que la section de législation l'a rappelé

notamment dans l'avis 43.339/2/V, donné le 21 août 2007, sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 11 octobre 2007 fixant les modalités de reconnaissance d'admissibilité des services accomplis dans le secteur privé ou en qualité d'indépendant par les membres du personnel des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

> "(...) la circonstance que le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions propose le projet et contresigne celui-ci ne dispense pas de l'accomplissement de la formalité préalable de l'accord du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions".

Les auteurs du projet veilleront donc également à l'accomplissement de cette formalité préalable.

Observations générales

1. L'article 18 du projet prévoit la "constitution" d'une commission de recours et l'article 130 prévoit celle de chambres de recours. Ainsi qu'il ressort des explications fournies par les délégués des ministres, l'intention n'est pas de créer une commission de recours et des chambres de recours entièrement nouvelles, mais de rendre compétentes pour le personnel du Collège réuni, la commission de recours et la chambre de recours existant déjà pour le personnel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale [(1)]. Vu le caractère restreint du personnel du Collège réuni, il serait en effet peu concevable de créer une commission de recours et des chambres de recours pour cette seule institution. La composition et le fonctionnement de la commission de recours et des chambres de recours seraient réglés par les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-capitale, sous réserve de la présence, dans celles-ci, de représentants du Collège réuni lorsque le recours émane d'un fonctionnaire du Collège réuni.

[(1)] Voir respectivement les articles 18 à 23 et les articles 283 à 300 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-capitale.

Cette solution exigerait la conclusion d'un accord de coopération entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune. Les délégués des ministres ont précisé que cet accord de coopération n'a pas encore été signé à l'heure actuelle mais qu'il le serait avant que l'arrêté en projet ne soit adopté.

La commission de recours et les chambres de recours sont des éléments essentiels du statut administratif en projet. Celui-ci ne pourra être adopté qu'une fois que l'accord de coopération indispensable au fonctionnement de la commission de recours et des chambres de recours aura été signé. Il est, dès lors, indispensable que la signature de l'accord de coopération envisagé intervienne avant l'adoption de l'arrêté en projet. C'est sous cette réserve importante que le présent avis est donné.

2. Plusieurs dispositions prévoient l'adoption de nouveaux arrêtés par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, auteur du projet, sur des points qui tendent à le compléter sur des points essentiels. Tel est le cas spécialement des articles 7, 55, 67, 69, 72, § 2, et 101, §§ 1er et 3 (2) (3).

Indépendamment même du fait que de pareilles auto-habilitations sont peu heureuses sur le plan légistique, ce procédé aboutit à l'adoption d'un texte incomplet (4), alors qu'il se présente comme réglant sous tous ses aspects le statut administratif et pécuniaire des "fonctionnaires" (5) des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et qu'en vertu de son article 274 le projet est appelé à entrer en vigueur sans délai, avec même un effet rétroactif au 1er janvier 2008.

---

(2) Voir l'observation n/ 1 sous l'article 101.

(3) L'article 19 prévoit aussi l'adoption d'un règlement de travail par le Collège réuni. Cette disposition doit être omise, pour les motifs exposés dans l'observation faite sur cette disposition, à laquelle il est renvoyé.

(4) À titre d'exemple, l'article 55 prévoit que "[l]e Collège réuni définit les principes généraux qui régissent le stage" et l'article 72, § 2, dispose que le Collège réuni fixe les modalités d'évaluation des fonctionnaires généraux.

(5) Sur la notion de "fonctionnaire", voir l'observation n/ 2 sur l'intitulé du projet.

Cette manière de faire fera surgir des discussions, nuisant à la sécurité juridique, voire un contentieux, sur le point de savoir si certaines des dispositions qui, par hypothèse, ne seraient pas complétées, sont inopérantes et donc inapplicables ou si, au contraire, elles appellent une application partielle ou limitée, dans une mesure d'ailleurs incertaine.

Les dispositions complémentaires devraient être adoptées par le Collège réuni en manière telle qu'elles entrent en vigueur de manière admissible au plus tard à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, et de préférence en les insérant dans le projet lui-même. S'agissant toutefois des arrêtés envisagés par l'article 7, qui concerne la fixation du cadre du personnel, il serait plus indiqué de l'adopter séparément, conformément à l'usage.

Observations particulières

Intitulé

1. Dans l'intitulé, après les mots "Arrêté du Collège réuni", il convient d'ajouter les mots "de la Commission communautaire commune" (6).

2. L'intitulé mentionne à tort les seuls "fonctionnaires" des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune, alors qu'en vertu notamment des articles 1er et 3, la qualification de "fonctionnaire" est réservée aux personnes nommées à titre définitif au sein des Services du Collège réuni et que le projet est également appelé à s'appliquer partiellement aux stagiaires, catégories qui se distingue de celle des "fonctionnaires" au sens du projet.

L'intitulé sera modifié en conséquence.

---

(6) Voir, dans le même sens, dans l'avis 43.340/2/V, donné le 21 août 2007 sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 11 octobre 2007 modifiant l'arrêté du Collège réuni du 15 septembre 2005 portant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne l'allocation de fin d'année, la première observation relative à l'intitulé.

Préambule

Alinéas 2 à 4 nouveaux

Il convient de mentionner, dans des alinéas 2 à 4 nouveaux à insérer, chacun des trois arrêtés dont l'abrogation est envisagée à l'article 273 du projet [(7)]. Les références à ces arrêtés devront se faire en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ces textes ont subies, et cela uniquement par l'indication de la nature et de la date des textes modificatifs [(8)].

Alinéa 2

L'arrêté royal du 22 décembre 2000 visé à l'actuel alinéa 2 du préambule ne procure aucune base juridique au projet. Cet alinéa sera omis.

Alinéa 3

L'accord de coopération visé dans l'actuel alinéa 3 du préambule devrait être cité sous la forme d'un considérant plutôt que sous celle d'un référant. Ce considérant est à insérer entre l'alinéa mentionnant l'avis du Conseil d'État et le proposant.

Alinéas 4 à 8

En ce qui concerne l'ordre des actuels alinéas 4 à 8, il conviendra de citer d'abord l'avis de l'inspecteur [(9)] des finances, ensuite l'avis du Conseil de direction, puis les accords des ministres dans leur ordre chronologique, et enfin les numéros et dates des deux protocoles de négociation du Comité de Secteur XV.

---

(7) Voir la circulaire de légistique formelle du Conseil d'État - recommandations et formules, novembre 2001, point 7.1.9 (http://www.raadvst-consetat.be).

(8) Ibidem, point 7.1.7.

(9) Et non "l'Inspection".

Le préambule devra comprendre un alinéa relatif à l'accord des ministres de la Fonction publique. Celui-ci sera inséré en tenant compte de l'ordre chronologique des accords des ministres.

Dispositions particulières

Dispositif

Article 1er

Les mots "il fixe leur statut" n'ont pas de portée juridique propre et devraient être omis.

Article 2

1. Les délégués des ministres ont convenu de la nécessité de définir, dans un point 3/ à ajouter, la notion de "jours ouvrables", qui est utilisée dans de nombreuses dispositions du projet.

2. Il serait indiqué de définir également la notion de "mois du calendrier", qui est utilisée notamment à l'article 83, § 2, et à l'article 195.

3. Les délégués des ministres ont également annoncé leur intention de faire apparaître, dans un nouveau point de l'article 2, les définitions figurant actuellement à l'article 226.

Article 9

Tel que l'article 9, alinéa 1er, est actuellement rédigé, il donne l'impression que l'exception a trait à la compétence des ministres, alors qu'elle a trait à l'autorité qui propose les descriptions de fonction. La rédaction de cette disposition devrait être revue.

Article 13

Comme en ont convenu les délégués des ministres, l'article 13, 7/, serait mieux rédigé comme suit : "exécute les missions et tâches qui lui sont déléguées par le Collège réuni".

Article 14

De l'accord des délégués des ministres, cette disposition devrait être modifiée comme suit :

- les actuels alinéas 1er et 2 ne formeront qu'un seul alinéa (c'est-à-dire seront rédigés sans retour à la ligne);

- l'ordre de cet alinéa et du dernier alinéa sera inversé;

- dans l'alinéa 1er devenant l'alinéa 2, les mots "en outre" seront insérés après les mots "Le fonctionnaire dirigeant adjoint exerce".

Article 17

Il conviendrait que le règlement d'ordre intérieur du Conseil de direction fasse l'objet d'une approbation du Collège réuni.

Article 18

La rédaction de l'article 18 devra être revue pour mieux faire apparaître que la commission de recours envisagée est celle instaurée par les articles 18 à 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité (voir ci-dessus l'observation générale n/ 1).

La rédaction de la nouvelle disposition tiendra compte du contenu de l'accord de coopération dont il est question à l'observation générale n/ 1.

Article 19

1. L'article 19 du projet précise :

"Art. 19. La durée hebdomadaire moyenne de travail est fixée à trente-huit heures maximum, réparties sur cinq jours ouvrables, soit un horaire journalier de travail de sept heures trente-six minutes.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Ministres peuvent arrêter un régime de travail particulier s'appliquant à des activités spécifiques.

L'horaire journalier est partagé en plages mobiles et en plages fixes.

Le règlement de travail des Services du Collège réuni fixe les modalités d'application du présent article.

Les présentes dispositions sont applicables aux stagiaires".

2. Cette disposition appelle les observations suivantes.

2.1. Le temps de travail des travailleurs occupés dans le secteur public est régi par la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects du temps de travail dans le secteur public.

Ce texte, sous réserve des dérogations limitées à des catégories de travailleurs définies en son article 4, s'applique à l'ensemble du secteur public, qu'il relève du niveau fédéral, des régions ou des communautés [(10)].

Dans cette mesure, il n'appartient pas à l'auteur du projet de régler la durée du temps de travail des personnes occupées dans les services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'il s'agisse de statutaires, de contractuels ou de stagiaires.

(10) Voir l'avis 29.747/1, donné le 17 février 2000, sur un projet devenu la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects du temps de travail dans le secteur public (Doc. parl., Chambre, 1999-2000, n/ 839/1).

L'article 3 de la loi du 14 décembre 2000, précitée, définit en effet le champ d'application de cette loi, quant aux travailleurs visés, comme étant

> "(l)es personnes qui, dans le cadre d'une relation de travail de nature statutaire ou contractuelle, en ce compris les stagiaires et les temporaires, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne".

2.2. Par ailleurs, la loi du 14 décembre 2000, précitée, définit, en son article 8, la durée du temps de travail en moyenne sur une période de référence (38 heures en moyenne sur une période de référence de quatre mois) compte tenu d'une limite de 50 heures par semaine.

Si l'auteur du projet entend fixer la durée du temps de travail à 38 heures par semaine et 7 heures 36 par jour, c'est dans le règlement de travail qu'il doit le faire conformément à ce que requiert la loi du 8 avril 1965 sur les règlements de travail et en respectant les procédures de concertation que cette loi prévoit en son chapitre III*bis*.

Il n'appartient, dès lors, pas non plus à l'auteur du projet de prévoir que le règlement de travail fixe les modalités d'application des régimes de travail - qu'il s'agisse du régime de 38 heures par semaine et 7 heures 36 par jour, comme le prévoit l'alinéa 1er de l'article 19 du projet, ou de tout autre régime spécifique, tel qu'il est envisagé par l'alinéa 2 de cette même disposition - applicables aux personnes occupées par les services du Collège réuni. Ceci résulte de l'application même de la loi du 8 avril 1965, précitée.

En outre, s'il est admissible de conférer aux ministres la compétence de fixer un ou des régimes spécifiques de travail, il n'en demeure pas moins que la décision à prendre devra faire l'objet de la concertation préalable prévue par la loi du 8 avril 1965, précitée, et qu'en outre, ce ou ces régimes devront être figurer comme tels au règlement de travail.

Partant, il est aussi surabondant d'énoncer que l'horaire journalier est partagé en plages mobiles et plages fixes dès lors que le règlement de travail devra, conformément à l'article 6, § 1er, 1/, de cette même loi du 8 avril 1965, indiquer le commencement et la fin de la journée régulière de travail, le moment et la durée des intervalles de repos et les jours d'arrêts réguliers de travail.

3. En conséquence, la disposition sera omise.

Article 27

Comme en ont convenu les délégués des ministres, les mots "aux articles 20, 21 et 23" devraient être remplacés par les mots "aux articles 20 à 23", de manière à inclure l'article 22.

Article 35

1. Dans la phrase liminaire, après les mots "Nul ne peut être nommé", il convient d'ajouter le mot "fonctionnaire".

2. Les délégués des ministres ont indiqué que le point 1/ serait aligné sur le point 1/ de l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, en matière telle que soient visés, outre les ressortissants des États membres de l'Union européenne, les ressortissants des États membres de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse, et non l'ensemble des ressortissants étrangers.

Article 36

1. Les délégués des ministres ont souligné que l'article 36 du projet s'alignait, pour l'essentiel, sur l'article 29 de l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité. Ils ont cependant admis que l'article 36 du projet devait être modifié sur les deux points suivants [(11)] :

- au point C, les mots "acquis au sein d'un État membre de l'Union européenne" seront remplacés par les mots "acquis au sein d'un État membre de l'Espace économique européen ou en Suisse";

---

(11) Voir aussi infra les "observations finales et de légistique".

- au point D, alinéa 1er in fine, après les mots "et qui déclarent qu'ils se présenteront devant le jury", seront ajoutés les mots "de leur Communauté" (12).

2. L'article 36, C, donne compétence à l'administrateur délégué du SELOR d'"imposer",

> "pour une sélection comparative déterminée, [...] la condition d'un âge minimum ou des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles acquises au sein d'un État membre de l'Union européenne, consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer."

Pareil pouvoir va au-delà de ce que l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, rendu applicable à la Commission communautaire commune par l'article 79, § 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, prévoit en ce qui concerne les pouvoirs de SELOR, limités à l'organisation du recrutement des membres du personnel des entités fédérées et, le cas échéant, à des aspects qui y sont liés (13).

Il convient de revoir la disposition à l'examen en manière telle que la décision revienne au Collège réuni ou aux ministres compétents, en prévoyant éventuellement, comme à l'article 29, alinéa 2, 4/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, une concertation avec l'administrateur-délégué de SELOR.

---

(12) Voir en ce sens l'article 29, 5/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, ainsi que l'article 17, § 1er, D, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État.

(13) Les autres dispositions qui, dans le projet, se réfèrent à SELOR ou à son administrateur-délégué, respectent cette limite, soit que le pouvoir de décision du SELOR porte sur l'organisation proprement dite du recrutement ou de la promotion ou des aspects qui y sont liés, comme aux articles 34, alinéa 1er, 2/, 36, D, E, et F, 40, § 1er, 42, 44, 46, 50, 57, 89, 90, § 4, 91, § 1er, alinéa 2, 2/, et 263, soit qu'elle envisage une concertation avec l'administrateur-délégué de SELOR ou un avis de cette autorité sur des questions qui reviennent à la compétence de l'autorité investie du pouvoir de nomination, comme aux articles 36, B, 43 et 91, § 2.

Article 38

De l'accord des délégués des ministres, l'article 38, alinéa 2, sera modifié comme suit :

- au point 2/, il sera précisé que l'incapacité d'au moins 30 % doit être une incapacité permanente;

- la même précision sera apportée au point 3/; de plus, dans la version française, les mots "avoir été victime d'une maladie professionnelle" seront remplacés par les mots "être victime d'une maladie professionnelle";

- le point 4/ sera également précisé par l'indication que l'incapacité d'au moins 30 % doit être une incapacité permanente;

- au point 6/, il convient de désigner la loi du 27 février 1987 par son intitulé exact, à savoir "la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées".

Article 42

La portée des mots "avec enjeu", figurant à l'article 42, alinéa 3, n'est pas claire et devra être précisée.

Article 44

1. L'alinéa 2, 1/, serait mieux rédigé comme suit :

"1/ l'établissement des directives relatives à l'organisation et à la publication des sélections; celles-ci se déroulent oralement ... (la suite comme au projet)".

2. De l'accord des délégués des ministres, l'article 44, alinéa 2, 5/, devrait être complété par les mots "déclarés admissibles à participer à la sélection comparative".

Article 46

L'alinéa 2 ne peut être maintenu tel quel que si l'on ajoute, à l'alinéa 1er, après les mots "la liste des candidats", les mots "ayant réussi les épreuves de sélection". Il ressort en effet de l'article 44, alinéa 2, 2/, c) et d), qu'un nombre minimum de points peut être requis dans les subdivisions. Un candidat qui n'a pas obtenu le nombre de points requis dans une subdivision, et qui n'a donc pas réussi les épreuves de sélection, peut avoir plus de points au total qu'un autre candidat qui a réussi la sélection. Les délégués des ministres ont marqué leur accord sur la modification proposée.

Article 47

Les délégués des ministres ont confirmé que l'autorité était tenue de respecter le classement établi par le SELOR. Il pourrait être utile de préciser ce point à la fin de l'article 47, de même qu'à la fin de l'article 91, § 1er.

Article 48

Les mots "et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété", figurant dans l'article 48, alinéa 2, doivent être omis parce qu'ils sont inutiles. L'arrêté en projet ne peut, en outre, anticiper sur ce que sera le champ d'application ratione personae des arrêtés futurs qui modifieraient ou compléteraient l'arrêté en projet.

Article 49

Les délégués des ministres ont été priés de justifier l'utilité de l'article 49 du projet, alors qu'il ressort par ailleurs, notamment des articles 227 et 232, que les stagiaires ont droit au même traitement que les fonctionnaires de même grade. Les délégués des ministres ont admis que l'article 49 pouvait être omis.

Article 50

Comme en ont convenu les délégués des ministres, il conviendrait d'ajouter, à l'alinéa 3, après les mots "le délai fixé à l'alinéa 2 est prolongé,", les mots "le cas échéant". La durée du préavis à prester en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail peut en effet être inférieure (14) au délai prévu à l'alinéa 2, ce qui rend inutile, dans ce cas, la prolongation du délai prévu à l'article 50, alinéa 2, du projet.

Article 54

Les délégués des ministres ont admis qu'à l'article 54, § 3, les mots "selon le niveau" devaient être précisés, en se référant, le cas échéant, à ce qui est prévu notamment à l'article 57, § 1er.

Article 57

1. Pour éviter que la différence de rédaction entre les alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er ne soit source de confusion, les délégués des ministres ont indiqué qu'à l'alinéa 2, les mots "admis par l'administrateur délégué du SELOR" seront insérés entre les mots "Les lauréats" et les mots "pour les emplois des autres niveaux".

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit, si telle est bien l'intention des auteurs du projet :

"Dans les cas prévus à l'article 59, le stage peut être prolongé au maximum d'un an pour les niveaux A et B et d'au maximum six mois pour les niveaux C et D."

(14) Voir par exemple l'article 59, alinéas 2 et 3, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui fixent à quatorze ou vingt-huit jours la durée du préavis lorsque celui-ci est donné par un ouvrier.

Article 59

L'article 59 devrait être modifié sur les trois points suivants :

- les mots "dans l'ensemble", figurant à l'article 59, § 1er, alinéa 1er, sont vagues et devraient être remplacés par une formulation plus concrète;

- les mots "selon le niveau", figurant au paragraphe 2, 2/ et 3/, devront être explicités;

- au paragraphe 3, alinéa 1er, les mots "la continuation du stage ou" sont inutiles et devraient être omis, comme l'ont admis les délégués des ministres.

Article 60

Comme l'ont confirmé les délégués des ministres, les termes "dispositions applicables aux stagiaires admis sous réserve pour des raisons d'inaptitude physique", figurant dans l'article 60, alinéa 3, renvoient à l'article 51 du projet. Il pourrait être utile de le préciser.

Observation générale sur le Titre VII -
"De l'accueil, de la formation et de l'information"

L'attention des délégués des ministres a été attirée sur ce qu'aucune disposition du Titre VII, intitulé "De l'accueil, de la formation et de l'information", ne traitait de l'information ni ne définissait ce qu'il y avait lieu d'entendre par cette notion (contrairement à ce qui est le cas des notions d'"accueil" et de "formation", qui sont définies respectivement dans les articles 65 et 66 du projet). Les délégués des ministres ont indiqué que le projet serait précisé sur ce point.

Article 66

Il serait utile de compléter l'article 66, alinéa 2, en précisant que seules les activités de formation auxquelles les fonctionnaires sont obligés ou autorisés à participer comptent comme périodes d'activité de service.

Article 70

Le point 2/ paraît inutile, l'article 58 du projet prévoyant déjà que les stagiaires sont guidés par un fonctionnaire chargé de la direction du stage. Les délégués des ministres ont indiqué que ce point 2/ serait omis.

Article 72

1. Cet article trouverait mieux sa place à la fin du Titre VIII consacré à l'évaluation. Il vise en effet le cas particulier des fonctionnaires généraux et constitue donc une réglementation particulière. Mieux vaudrait énoncer d'abord toutes les dispositions générales en matière d'évaluation, sans les interrompre par l'actuel article 72.

2. Il y aurait lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "mention globale finale" au sens du paragraphe 2. S'il s'agit des mentions "favorable", "satisfaisant" et "défavorable" visées au paragraphe 4, il conviendrait, pour plus de clarté, de renvoyer à ce paragraphe.

3. Dans la version française du projet, aux paragraphe 3 in fine et paragraphe 4, alinéas 2 et 3, in fine, les mots "au poste qu'il occupe" doivent être remplacés par les mots "au mandat qu'il occupe".

Article 73

Invités à expliquer la différence entre les notions de "supérieur hiérarchique" et de "supérieur fonctionnel", au sens du paragraphe 2, dernier alinéa, les délégués des ministres ont indiqué que le "supérieur hiérarchique" est celui qui est compétent en fonction des lois linguistiques pour évaluer le fonctionnaire. Le "supérieur fonctionnel" est celui qui dirige quotidiennement le travail du fonctionnaire. Il serait utile de mieux faire ressortir cette distinction du texte.

Article 74

1. La deuxième phrase du paragraphe 3 serait mieux rédigée comme suit, si telle est l'intention des auteurs du projet :

"(...) Cet entretien a lieu en principe tous les deux ans entre le 15 octobre et le 15 décembre, une année pour les fonctionnaires des niveaux A et B, l'année suivante pour ceux des autres niveaux. Toutefois, lorsqu'une mention «avec réserve» ou «insuffisant» a été attribuée, l'entretien a lieu après un délai d'un an, ce délai pouvant, à la demande du fonctionnaire, être réduit à six mois."

2. Les délégués des ministres ont confirmé que les mentions d'évaluation énumérées dans l'article 74, § 3, alinéa 2, constituaient la "mention d'évaluation globale" visée à l'article 76, § 2, alinéa 1er. Cet élément devrait ressortir plus clairement du texte.

Article 76

1. Au paragraphe 1er, il vaudrait mieux remplacer les mots "est notifiée personnellement" par les mots "a lieu". Dans ce cas, il pourrait être ajouté à la fin de ce paragraphe que l'évaluation est notifiée personnellement au fonctionnaire.

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, suppose que l'on se trouve dans un cas où la mention d'évaluation globale précédente était également "satisfaisant". Les délégués des ministres ont indiqué que, pour clarifier ce point, les mots "à nouveau" seraient insérés entre les mots "est" et "attribuée".

Article 80

Il y a lieu de mentionner également pour le calcul de l'ancienneté, les services prestés en qualité de stagiaires et d'agents d'un ministère ou d'un organisme dépendant des Commissions communautaires française et flamande.

La même observation vaut pour la suite du projet, notamment pour les articles 81 et 233, § 1er, 1/.

Article 86

1. Les alinéas 2 et 3 disposent ce qui suit en ce qui concerne le dépôt des candidatures consécutives à la notification par lettre recommandée d'une vacance d'emploi de promotion :

> "Le dépôt à la poste du pli recommandé vaut notification de la vacance d'emploi.
>
> Seuls sont pris en considération les titres des fonctionnaires qui, dans un délai de quinze jours ouvrables, à dater du premier jour ouvrable suivant celui de la notification de la vacance d'emploi, ont déposé à la poste une lettre recommandée portant notification de leur candidature au fonctionnaire dirigeant."

Cette disposition applique, en matière de notification d'un acte administratif faisant courir un délai, la "théorie de l'émission". Or celle-ci a été à plusieurs reprises condamnée par la Cour constitutionnelle [(15)]. Il y a lieu de lui substituer la "théorie de la réception", conformément à ce que prévoit par exemple l'article 142, § 3, alinéa 2, du projet.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation, qui vaut aussi pour les articles 77, 87, alinéa 5, 122, § 2, alinéa 2, 124, alinéa 3, 125, alinéa 2, 128, § 2, alinéa 2, et 218, alinéa 3, ces dispositions pouvant être interprétées en fonction de ce que prévoit l'article 86, alinéa 2.

2. Comme en ont convenu les délégués des ministres, l'alinéa 4 est inutile et sera omis.

Article 90

1. À la fin du paragraphe 2, au lieu d'écrire "et bénéficier d'une évaluation «satisfaisant»", il serait plus précis d'écrire "et avoir obtenu, comme dernière évaluation, l'évaluation «satisfaisant»".

---

(15) C.C., n/ 170/2003, 17 décembre 2003 et note d'observations J.-Fr. Van Drooghenbroeck, "Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", J.T., 2004, p. 47; n/ 43/2006, 15 mars 2006, B.10 à B.12.

2. Comme l'ont confirmé les délégués des ministres, le mot "respectivement", figurant dans l'article 90, § 3, 2/, doit être interprété comme signifiant que les fonctionnaires de niveau D peuvent seulement être candidats aux grades de rang C1 (et non aux grades de rang B1). La disposition devrait être précisée sur ce point.

3. Le paragraphe 4, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"S'il apparaît, après la clôture de la sélection comparative, qu'un candidat qui a réussi la sélection comparative ne remplissait plus l'une des conditions de participation à celle-ci à un moment quelconque de la sélection comparative, l'intéressé perd le bénéfice de la réussite de celle-ci."

Article 91

1. La structure de l'article 91 gagnerait à être revue, comme en ont convenu les délégués des ministres.

2. En ce qui concerne l'obligation de l'autorité investie du pouvoir de nomination de respecter l'ordre des points obtenus à l'épreuve de sélection, il est renvoyé à l'observation relative à l'article 47.

Chapitre III - "De la nomination au grade de directeur"

1. Dans l'intitulé du Chapitre III et dans l'article 96, il convient de parler de promotion plutôt que de nomination.

2. Comme l'ont confirmé les délégués des ministres, la promotion au grade de directeur est le seul cas de promotion par avancement de grade prévu au projet. Les délégués des ministres ont annoncé que ce point serait souligné par l'insertion des mots "de directeur" dans l'article 85, alinéa 1er, après les mots "Tout emploi".

Observation générale sur le Chapitre IV -
"De la désignation aux grades de fonctionnaire dirigeant et fonctionnaire dirigeant adjoint"

Alors que le projet s'aligne, dans nombre de ses dispositions, sur l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, il ne prévoit, ni commission de sélection pour l'attribution des mandats ni commission d'évaluation des titulaires de mandat, contrairement à ce qui est le cas de l'arrêté du 6 mai 1999, précité, tel que modifié par l'arrêté du 26 avril 2007 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité.

Ainsi que la section de législation l'a souligné notamment dans l'avis 41.791/4, donné le 21 février 2007, sur le projet devenu l'arrêté du 26 avril 2007, précité, les textes organisant la sélection des titulaires de mandats de management ou d'encadrement dans la fonction publique doivent comporter suffisamment de garanties d'indépendance et d'objectivité quant à la désignation et à l'évaluation de ces personnes. L'avis précité expose à cet égard ce qui suit :

> "À cet égard, il doit être rappelé, comme l'a considéré la section d'administration dans son arrêt JADOT n/ 98.735 du 7 septembre 2001 :
>
> > «(...) que le principe de l'égale admissibilité aux emplois publics n'est qu'une application particulière des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution; que l'article 9, § 3, deuxième phrase, de l'ARPG en exprime adéquatement les exigences [(16)]; que tout statut d'agents de la fonction publique doit être organisé en manière telle qu'il offre toutes les garanties requises en ce qui concerne le respect du prescrit constitutionnel; que la comparaison objective et impartiale des titres et mérites des candidats à une fonction publique est indispensable pour que soit assurée l'égale admissibilité des

(16) L'article 9, § 3, de l'A.R.P.G. (du 22 décembre 2000) dispose :
"§ 3. Le statut règle la procédure, le mode de détermination des épreuves et des critères de recrutement et de sélection, ainsi que leur publicité. Le recrutement et la sélection s'effectuent sur la base d'un système de recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité."

> citoyens aux emplois publics; qu'à cet égard, il suffit de constater que les candidats aux fonctions visées sont classés en quatre groupes, sans faire l'objet d'un classement au sein de chacun de ces groupes, si bien que l'autorité investie du pouvoir de nommer dispose d'une liberté illimitée de désigner le candidat de son choix au sein du groupe des candidats les plus aptes (...)»" (17).

Le projet ne comporte aucune des garanties ainsi requises. La "délégation" que le Collège réuni se donne à lui-même, à la fin de l'article 101, § 3, quant à la fixation des modalités de sélection des mandataires, n'a guère de portée juridique (18). Elle ne dispense pas l'auteur du projet de déterminer ces modalités dans le texte même du statut, au moyen de dispositions générales qui auront été soumises à l'ensemble de la procédure d'élaboration du projet.

Le projet doit être revu pour tenir compte des observations qui précèdent. C'est sous cette réserve que les observations relatives aux articles 99 à 103 sont formulées ci-après.

Article 101

1. Il va de soi que l'incise "Sans préjudice de l'application de la loi du 3 juillet 1978", précitée, signifie que lors de son engagement, le titulaire devra donner son consentement à cette disposition.

2. Les candidats aux mandats ne provenant pas nécessairement d'une administration, il y aurait lieu de compléter le paragraphe 2, 1/, par les mots "ou exercer une activité jugée équivalente".

3. Pour tenir compte de la possibilité de renouvellement de mandat sans nouvelle procédure de désignation en cas de mention "favorable", il est suggéré d'insérer, au début de l'article 101, § 3, les mots "Sans préjudice de l'article 72, § 4, alinéa 1er,".

---

(17) Voir aussi, quant au rôle déterminant que doit jouer le SELOR dans la sélection et le recrutement des mandataires, l'arrêt C.E. DEGUELDRE, n/ 142.684 du 25 mars 2005.

(18) Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale n/ 2.

4. Également au paragraphe 3, au lieu d'écrire "de leur plan de gestion" (dont il n'a pas encore été question), mieux vaudrait écrire "du plan de gestion visé à l'article 102, alinéa 2".

Article 102

À l'alinéa 4, entre les mots "tout emploi" et les mots "qui deviendrait vacant", il y aurait lieu d'insérer les mots "à conférer par mandat".

Article 103

1. L'article 103 utilise, dans ses divers paragraphes, le terme de "fonctionnaire" pour désigner les titulaires d'un mandat de fonctionnaire dirigeant et de fonctionnaire dirigeant adjoint. Cette terminologie ne tient pas compte de ce que ces mandats peuvent être conférés, en vertu de l'article 101, § 1er, à des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire. Compte tenu également de la définition prévue à l'article 3, alinéa 1er, de la notion de fonctionnaire, la rédaction de l'article 103 devra être revue pour prendre en considération la possibilité de l'octroi de mandats à des personnes n'ayant pas cette qualité.

2. Il conviendra d'harmoniser la terminologie utilisée au paragraphe 2, alinéa 4 (qui parle d'"évaluation insuffisante") et celle utilisée dans l'article 72, §§ 3 et 4 (qui parle de "mention défavorable").

3. Comme en ont convenu les délégués des ministres, il y aurait lieu de préciser sur quoi porte le rapport d'évaluation prévu au paragraphe 4.

4. Pour tenir compte des conséquences attachées à la mention "défavorable" obtenue lors d'un mandat précédent, il serait utile d'insérer, au début du paragraphe 5, alinéa 1er, les mots "Sans préjudice de l'application de l'article 72, § 4, alinéa 3,".

5. Il ressort de l'article 103, § 1er, alinéa 2, que le titulaire de mandat peut obtenir des promotions dans son emploi d'origine. Au paragraphe 5, alinéa 2, il devrait être tenu compte de cette possibilité en ajoutant in fine les mots "ou occupe le grade auquel il a été promu pendant l'exercice de son mandat".

Article 107

La notion de "déplacement", évoquée à l'alinéa 2, ne figure pas parmi les peines disciplinaires énumérées à l'article 116. De l'accord des délégués des ministres, le mot "déplacé" figurant à l'alinéa 2, sera omis.

Pour le même motif, il serait préférable d'ajouter les mots "à titre disciplinaire" après le mot "suspendu".

Observation générale sur le Titre XII -
"Du régime disciplinaire"

La rédaction du Titre XII devrait être améliorée. À titre d'exemples, il conviendrait de mieux structurer le Chapitre II ("De la procédure et de l'autorité compétente") en le divisant en sections (par exemple une section relative à l'autorité compétente pour adopter les sanctions disciplinaires, une section regroupant les règles de procédure et une section relative aux règles de fond). L'article 123 devrait être clarifié en distinguant plus clairement les dispositions applicables en fonction du type de sanction envisagée et du rang de la personne à laquelle la sanction est infligée. L'ordre des dispositions devrait respecter le déroulement chronologique de la procédure disciplinaire (l'article 123, § 3, devrait plutôt devenir une disposition autonome placée après l'article 124; l'article 124, alinéa 2, devrait devenir l'article 123, § 1er, alinéa 3, etc.).

L'articulation entre les "propositions provisoires ou définitives" de sanctions (articles 122, § 1er, alinéa 1er, et § 2; article 123, § 1er, alinéa 1er, et § 2, alinéa 1er), l'exercice d'une réclamation (article 122, § 2, alinéa 2, et article 124, alinéa 3), l'introduction d'un recours auprès des chambres de recours (article 125 et articles 130 à 141) et enfin l'adoption de la sanction définitive (article 142) n'est pas toujours claire. La structure du projet devra également être améliorée sur ce point.

Les délégués des ministres ont admis que la rédaction du Titre XII devra être fondamentalement revue. Les observations relatives aux articles 115 à 142 sont formulées sous les réserves générales qui précèdent.

Articles 117 et 118

Aux articles 117, alinéa 2, et 118, alinéa 2, les mots "Le Collège réuni" seront remplacés par les mots "La Commission communautaire commune".

Article 123

Au paragraphe 4, alinéa 3, il semble qu'il faille lire "Par dérogation aux alinéas 1er et 2", plutôt que "Par dérogation aux alinéas 2 et 3".

Article 124

1. Alors que l'article 122, § 2, prévoit clairement que les fonctionnaires généraux disposent d'un droit de réclamation contre la proposition définitive de sanction, l'article 124, alinéa 3, applicable aux autres membres du personnel, ne précise pas contre quel type d'acte ceux-ci peuvent introduire une réclamation. Après les mots "Dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification", figurant au début de l'alinéa 3, il conviendrait de préciser de quelle notification il s'agit (et donc contre quel(s) type(s) d'acte(s) une réclamation pourra être introduite).

2. L'article 124 devrait également être complété par un alinéa relatif à l'adoption de la décision définitive de sanction (voir l'article 122, § 3, en ce qui concerne les fonctionnaires généraux).

Article 125

L'article 125 trouverait mieux sa place dans le Chapitre V consacré aux chambres de recours.

Article 126

À l'article 126, § 3, alinéa 2, deuxième phrase, au lieu d'écrire "L'autorité n'est, en outre, pas liée [...]", mieux vaut écrire "Sous réserve de ce dernier principe, l'autorité n'est pas liée [...]".

Article 127

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots "en dernière instance" devraient être précisés.

Article 128

Il existe une contradiction entre le paragraphe 1er, qui prévoit la radiation de toute sanction disciplinaire à l'exception de la révocation, et le paragraphe 2, qui ne prévoit pas la radiation de la régression barémique. Cette contradiction devra être éliminée.

Observations générales relatives au Chapitre V -
"Des Chambres de recours"

Outre les observations formulées sous l'observation générale n/ 1, le Chapitre V ("Des Chambres de recours") appelle les observations générales suivantes.

En s'abstenant de définir la composition des chambres de recours, sauf en ce qui concerne les représentants du Collège réuni (article 132 du projet), le texte en projet se réfère implicitement aux articles 285 à 287 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité. Un tel renvoi implicite n'est pas admissible. Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale n/ 1 et à celle formulée sous l'article 18.

En ce qui concerne la procédure devant les chambres de recours, le texte à l'examen contient des dispositions propres (articles 135 à 142 du projet) qui sont largement similaires à celles contenues dans les articles 288 à 302 de l'arrêté du 6 mai 1999, précité, mais qui diffèrent néanmoins de celles-ci sur une série de points [(19)]. Cette manière de procéder risque d'être source de confusion lors de l'application des textes.

L'article 142, qui a trait au prononcé de la peine disciplinaire à la suite du recours, ne devrait pas se trouver dans le Chapitre V relatif aux chambres de recours, mais devrait former un chapitre autonome [(20)].

De manière plus générale, ainsi qu'il ressort déjà des observations générales formulées au sujet du Titre XII, la structure du Chapitre V devra être améliorée.

Article 132

L'article 132 ne précise pas comment est formée la délégation de l'autorité lorsque le recours est introduit par un fonctionnaire général. Cette lacune devra être comblée.

---

(19) Par exemple, le délai de notification de la décision définitive est de "15 jours ouvrables" à partir de la "réception" en vertu de l'article 142, § 3, alinéa 2, du projet, alors qu'il est de "dix jours ouvrables" à partir du "prononcé" en vertu de l'article 302 de l'arrêté du 6 mai 1999, précité.

(20) Voir, dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, les articles 301 et 302 constituant, dans le Livre II, Titre IX ("Du régime disciplinaire"), le Chapitre IV ("Du prononcé de la peine disciplinaire à la suite du recours").

Article 135

1. À l'alinéa 1er, les mots "selon le cas" devront être précisés.

2. Il en va de même des mots "entament la procédure", figurant à l'alinéa 2 du même article.

Intitulé du Chapitre 1er du Titre XIII

Au lieu d'intituler le Chapitre 1er du Titre XIII "Des faits", mieux vaudrait l'intituler "Des faits pouvant donner lieu à une suspension dans l'intérêt du service".

Article 146

Il est suggéré d'ajouter, à la fin de l'article 146, alinéa 1er, la phrase suivante :

"La convocation énonce les faits qui sont reprochés au fonctionnaire".

Article 147

Les délégués des ministres ont convenu qu'il fallait ajouter, dans la deuxième phrase, après les mots "dans les dix jours ouvrables", les mots "à dater de l'audition visée à l'article 146".

Article 148

Au paragraphe 1er, alinéa 2, la question se pose de savoir comment l'autorité aura connaissance de la décision judiciaire définitive qui n'est notifiée qu'aux parties.

Article 152

De l'accord des délégués des ministres, l'article 152 sera précisé sur les deux points suivants :

- les mots "Au terme de l'examen du dossier" seront remplacés par les mots "Après que la décision visée à l'article 147 soit prise";

- au point 2/ in fine seront ajoutés les mots ", alinéa 2".

Article 156

L'article 156 énumère une série de congés sans que les dispositions qui suivent fassent toujours apparaître clairement à quel point de cette disposition ils correspondent. Ainsi, il faudrait faire apparaître plus clairement que les "congés exceptionnels" visés à l'article 156, 1/, sont ceux visés à l'article 160, que le congé de paternité visé à l'article 156, 2/, est celui visé à l'article 167, et ainsi de suite. Ces précisions devraient figurer, non dans l'article 156, mais dans les dispositions respectives traitant de ces congés.

Article 162

1. À l'alinéa 1er, 2/, a), il est renvoyé à une définition qui serait contenue à l'article 156, 15/. Or, cette disposition ne contient aucune définition. Les délégués des ministres ont indiqué que, dans l'article 162, alinéa 1er, 2/, a), le mot "défini" serait remplacé par le mot "mentionné".

2. Ainsi qu'en ont convenu les délégués des ministres, il serait plus clair d'écrire, à l'alinéa 2, deuxième phrase, "le nombre de jours de congé ainsi calculé" (plutôt que "le nombre de jours ainsi calculé"). Cette modification permet d'éviter que l'on n'interprète ce passage comme se rapportant au nombre de jours d'absence calculé en vertu de la première phrase de l'alinéa 2.

Article 164

Les délégués des ministres ont expliqué que le congé du 27 décembre au 31 décembre inclus, visé à l'article 164, alinéa 2, est un congé forfaitaire, indépendant du nombre de jours fériés ayant effectivement coïncidé, pendant l'année en question, avec un samedi ou un dimanche. Pour faire apparaître ce caractère forfaitaire, il est suggéré d'ajouter, à l'alinéa 2, après les mots "sont compensés", le mot "d'office".

Article 165

À l'alinéa 1er, il y a une contradiction entre le point 4/, qui prévoit quatre jours de congé en cas de décès d'un parent du premier degré, et le point 6/, qui ne prévoit que deux jours de congé en cas de décès d'un parent de quelque degré que ce soit (donc aussi du premier degré). Les délégués des ministres ont annoncé qu'il serait remédié à cette contradiction en insérant, au début du point 6/, les mots "sous réserve du congé prévu au point 4/,".

Article 169

Il est suggéré d'ajouter, à la fin de l'article 169, un alinéa 3 reproduisant, mutatis mutandis, l'article 168, alinéa 2.

Article 171

La dernière phrase de l'alinéa 2 devrait devenir un alinéa 3 distinct.

Article 172

Au paragraphe 5, au lieu d'écrire "Sous réserve de l'article 210 et par dérogation au paragraphe 4 du présent article", il convient d'écrire "Par dérogation à l'article 171 et au paragraphe 4 du présent article,".

Article 174

1. La phrase "Dans les deux cas [21], le service de contrôle médical avise le fonctionnaire dirigeant de sa décision", qui figurent à la fin du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait former un alinéa 3 distinct, dès lors qu'elle se rapporte à chacune des deux hypothèses visées respectivement aux alinéas 1er et 2.

2. Il est suggéré d'insérer, au début du paragraphe 2, les mots "Si le service de contrôle médical estime que le fonctionnaire peut reprendre son service à raison de demi-jours, ... (la suite comme au projet)".

3. Au paragraphe 3, il y a lieu de supprimer le mot "calendrier".

Article 190

L'article 190, alinéa 2, devrait être revu de manière à y apporter les deux précisions suivantes :

- la possibilité de mettre à tout moment un terme à la mission ne porte pas préjudice à ce qui est prévu à l'article 185, alinéa 3;

- selon les explications fournies par les délégués des ministres, cette possibilité de mettre un terme à tout moment à la mission ne concerne pas les périodes couvertes par une "première autorisation" au sens de l'article 187, § 1er, alinéa 1er, mais seulement celles couvertes par une "autorisation ultérieure" au sens de l'article 187, § 2.

(21) Ces mots ne figurent pas dans la version néerlandaise du texte.

Article 191

La matière du congé pour activité syndicale est réglée par l'article 81 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et appartient à la compétence de l'autorité fédérale en vertu de l'article 87, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles rendu applicable à la Commission communautaire commune par l'article 79, § 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Articles 192 et 193

Il y a lieu d'harmoniser la terminologie utilisée, respectivement dans les articles 192 et 193 ("fonction/ambt") et dans l'article 156, 12/ ("activité/werkzaamheden").

Article 195

Il est conseillé d'ajouter, à la fin de l'article 195, les mots "en application de l'arrêté royal du 20 février 1980 portant coordination des lois relatives au statut des objecteurs de conscience".

Article 197

À l'article 197, il y a lieu de mentionner l'intitulé exact de l'arrêté royal qui y est cité, à savoir : arrêté royal du 8 mars 1999 portant exécution de l'article 14 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Article 198

À l'article 198, il y a lieu de mentionner l'intitulé exact de l'arrêté qui y est cité, à savoir "arrêté du Collège réuni du 16 décembre 2004 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle des membres du personnel des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale".

Article 209

De l'accord des délégués des ministres, il y aurait lieu d'ajouter, à l'alinéa 2, après les mots "le service", les mots "correspondant à son grade".

Article 216

À l'alinéa 1er, 2/, après les mots "ou dont l'inaptitude physique", il y a lieu d'ajouter, de l'accord des délégués des ministres, le mot "définitive".

Article 224

La terminologie utilisée à l'article 224, § 3, alinéa 1er ("évaluation positive") devrait être harmonisée avec celle utilisée à l'article 72, § 4, alinéa 1er ("évaluation favorable").

Article 226

1. Il est renvoyé à l'observation relative à l'article 2 en ce qui concerne l'insertion, dans cet article, des définitions figurant actuellement dans l'article 226.

2. Au point 1/, plutôt que d'écrire "tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif de l'État, (...)", il est plus clair d'écrire "tout service relevant des pouvoirs législatif et exécutif de l'État, (...)".

Partout dans le texte néerlandais de cet article, il y a lieu de remplacer l'expression "afhangen van" par "ressorteren onder".

3. Dans ce même point 1/, les mots "de l'État", figurant après les mots "du pouvoir judiciaire", sont à omettre.

4. Au point 3/, premier tiret, après les mots "du pouvoir exécutif", il est suggéré d'insérer les mots "de l'État, des Régions, des Communautés et des Commissions communautaires française et flamande".

Article 233

Au paragraphe 1er, 8/, il est recommandé d'écrire "des services des institutions de l'Union européenne, des Communautés européennes (la suite comme au projet)".

Articles 234 et 235

De l'accord des délégués des ministres, il conviendrait d'ajouter, après les mots "le fonctionnaire", les mots "ou le stagiaire".

Par ailleurs, il est recommandé d'écrire dans le texte néerlandais du projet "personeelslid op proef" au lieu de "stagiair" et "proeftijd" au lieu de "stage".

Intitulé du Titre I[er], Chapitre VII

À la fin de l'intitulé du Titre I[er], Chapitre VII ("Du traitement en cas de prestations réduites"), il est suggéré d'ajouter les mots "pour raisons de convenance personnelle".

Article 249

Comme en ont convenu les délégués des ministres, il serait utile d'ajouter, à la fin de l'article 249, les mots "au sens de l'article 156, 6/".

Article 252

À l'article 252, § 2, alinéa 2, 3/, plutôt que de renvoyer aux dispositions légales en vertu desquelles des congés sont accordés, il vaudrait mieux renvoyer aux articles du projet autorisant les congés en question.

Article 253

Au paragraphe 7, au lieu d'écrire "visée à l'article 204", il convient d'écrire "visée à l'article 251".

Article 263

À l'alinéa 2, aux points a) et b) [(22)] , après les mots "les articles 8 et 9, § 1[er]," et après les mots "les articles 9, § 1[er], 11 ou 12", il faut chaque fois ajouter les mots "de l'arrêté précité"; sinon ces renvois pourraient être interprétés comme désignant les articles correspondants de l'arrêté en projet.

---

(22) Qui doivent devenir les points 1/ et 2/ (voir ci-après les "observations finales et de légistique").

Article 268

Les mots "ainsi qu'à ses arrêtés modificatifs", figurant à la fin de l'alinéa 2, sont inutiles et devront être omis.

Article 269

Pour éviter toute ambiguïté quant à la portée des mots "ont droit au remboursement de leurs frais", il vaudrait mieux rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Art. 269. Ont droit à une indemnité, le fonctionnaire et le stagiaire qui effectuent des déplacements à vélo dans le cadre des besoins du service, ou qui se rendent au moins cinq fois par mois à vélo de leur domicile à leur lieu de travail."

Article 274

Invités à justifier la rétroactivité que l'article 274 envisage de donner au projet, les délégués des ministres ont expliqué que le projet accordait aux intéressés un nombre de jours de congés annuels nettement plus élevé que la réglementation antérieurement applicable. Le nombre de jours de congés annuels se déterminant par année civile, il serait nécessaire de faire remonter l'entrée en vigueur du projet au 1er janvier 2008. La rétroactivité envisagée ne produirait en tout cas aucun effet défavorable à l'égard des personnes concernées par le projet.

Il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratif est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Seules les dispositions qui respectent ces conditions peuvent recevoir l'application rétroactive envisagée par le projet.

Signatures

En vertu de l'article 8 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 13 juillet 1989 portant règlement de son fonctionnement et délégation de compétence relative aux procédures devant les juridictions et réglant la signature des actes du Collège réuni, les arrêtés délibérés au Collège réuni sont signés par les membres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet d'arrêté, et sont visés par le Président du Collège.

Le texte en projet devra donc être également signé par le Président du Collège réuni [(23)].

Annexes

Sous réserve de l'observation n/ 2 formulée sous l'intitulé, la formule à faire figurer à la fin de l'annexe sera libellée comme suit :

"Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du ... portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale."

Par ailleurs, les annexes aux textes réglementaires reçoivent les mêmes signatures que le texte auquel elles sont annexées [(24)]. Pour les raisons exposées ci-dessus, l'annexe devra donc être également signée par le président du Collège réuni.

---

(23) Voir en ce sens les observations finales figurant dans les avis 43.339/2/V et 43.340/2/V, précités.

(24) Voir la circulaire de légistique formelle du Conseil d'État - recommandations et formules, novembre 2001, point 8.12.2.2, deuxième alinéa.

Observations finales et de légistique

1. Les mots "human resources", utilisés dans plusieurs dispositions de la version néerlandaise du projet, seront remplacés par une expression équivalente en néerlandais.

2. À l'article 36, la subdivision en A, B, C, ... doit être remplacée par une subdivision en 1/, 2/, 3/, eux-mêmes divisés en a), b), c).

À l'article 263, les subdivisions en a) et b) seront remplacées par 1/ et 2/.

3. Les références au sein d'un même texte ou d'une subdivision de celui-ci se font sans rappeler qu'il s'agit du même texte ou de la même subdivision [(25)]. À l'article 59, § 4, les mots "du présent article" seront dès lors omis.

L'observation vaut également pour l'article 91, § 1er, alinéa 4, in fine, et § 6, in fine, pour l'article 123, § 1er, alinéa 2, et § 3, pour l'article 172, §§ 5 et 6, et pour l'article 187, § 4.

4. Si un texte est divisé en livres, titres, chapitres, sections ou sous-sections, tous les articles ou groupes d'articles doivent trouver leur place dans une de ces divisions [(26)]. L'article 115 devra donc faire l'objet d'un chapitre, et l'article 258 devra faire l'objet d'une section. La numérotation des chapitres et sections subséquents sera adaptée en conséquence.

5. Les éléments énumérés dans l'article 227, alinéa 1er, doivent être précédés respectivement par 1/, 2/ et 3/.

---

(25) Voir la circulaire de légistique formelle du Conseil d'État - recommandations et formules, novembre 2001, point 5.11.

(26) Idem, point 8.5.3.4.

6. Les subdivisions en 1/, 2/, 3/, ne peuvent être utilisées qu'à l'intérieur des phrases composant un alinéa ou un paragraphe, pour marquer une suite de propositions ou une énumération, mais non pour subdiviser le dispositif d'un article [(27)]. L'article 253, § 3, devra dès lors être rédigé de manière continue, en omettant les subdivisions 1/ et 2/.

7. Au lieu d'écrire "EUR", on écrira "euro" (qui s'accorde en français lorsqu'il est utilisé au pluriel). Cette observation vaut notamment pour les articles 253, § 5, 1/, 259, alinéa 1er, 260, alinéa 1er, 261, 262, § 1er, 266, § 1er et 269, alinéa 2.

8. La concordance entre les versions française et néerlandaise du projet devra être soigneusement revue. À titre d'exemples, les discordances suivantes sont relevées:

- à l'article 18, alinéa 1er, la version française contient les mots "déclaration d'inaptitude professionnelle", alors que la version néerlandaise contient les mots "verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid";

- à l'article 48, alinéa 2, de la version française, dans la partie de phrase "Il n'est pas soumis", le mot "pas" semble devoir être omis;

- à l'article 74, § 3, de la version française, il manque les mots "avec le fonctionnaire" à la fin de la première phrase;

- à l'article 122, § 3, de la version française, il convient d'écrire "sous peine d'être censé renoncer" (et non : "sous peine de renoncer"); une remarque analogue vaut pour l'article 123, § 3, in fine, de la version française;

- à l'article 128, § 1er, alinéa 2, de la version française, il semble que le mot "application" doive être remplacé par le mot "appréciation";

---

(27) Idem, point 8.5.2.6.

- à l'article 143, plutôt que d'écrire "ou des indices probants tendant à infliger une sanction", mieux vaudrait écrire "ou des indices suffisants justifiant qu'une sanction disciplinaire soit infligée";

- à l'article 174, § 1er, alinéa 2, dernière phrase, la version néerlandaise ne comporte pas les mots "Dans les deux cas", qui figurent dans la version française;

- dans la version française, à l'article 215, après les mots "ne peut perdre sa qualité", il manque les mots "de fonctionnaire";

- la version française de l'article 237 serait mieux libellée comme suit :

  "La durée des services admissibles que comptent le fonctionnaire et le stagiaire ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes couvertes par ces services";

- à l'article 251 in fine, il y a lieu d'écrire dans la version française "identiques à ceux applicables aux agents fédéraux".

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.959/2
VAN 11 FEBRUARI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 december 2008 door de Ministers, leden van het Verenigd College bevoegd het Openbaar ambt verzocht hun, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met dertig dagen [(*)], van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 14 januari 2008.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

De artikelen 4 en 5 van het ontwerp, die respectievelijk betrekking hebben op de structuur van de diensten en op de opdrachten van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, hebben niet te maken met het administratief statuut van het personeel, maar met de interne organisatie van de diensten. Deze bepalingen zijn niet van verordenende aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Zulks geldt evenzo voor de bij het ontwerp gevoegde schalen die horen bij de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De afdeling wetgeving brengt bijgevolg geen advies uit over deze bepalingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. De akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College bevoegd voor de Begroting ontbreekt in het dossier met de adviesaanvraag. De stellers van het ontwerp moeten erop toezien dat deze akkoordbevinding wordt aangevraagd en verkregen vooraleer het besluit wordt goedgekeurd.

2. De akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College bevoegd voor ambtenarenzaken is vereist krachtens artikel 15 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 maart 2007 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak. Toen de gemachtigden van de ministers hieromtrent om uitleg zijn gevraagd, hebben zij verwezen naar het besluit van het Verenigd College van 13 december 2007 waarbij het voorontwerp van besluit na een tweede lezing wordt goedgekeurd. De afdeling wetgeving heeft er onder meer in advies 43.339/2/V, op 21 augustus 2007 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 oktober 2007 tot vaststelling van de modaliteiten van erkenning van het in aanmerking komen van de door de personeelsleden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad verrichte diensten in de privé-sector of als zelfstandige, op gewezen dat

> "(...) de omstandigheid dat de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken het ontwerp voordraagt en medeondertekent, niet wegneemt dat het voorafgaande vormvereiste van de akkoordbevinding van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken moet worden vervuld".

De stellers van het ontwerp dienen er dus eveneens op toe te zien dat voldaan wordt aan dit voorafgaand vormvoorschrift.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 18 van het ontwerp voorziet in de "oprichting" van een commissie van beroep en artikel 130 in die van raden van beroep. Zoals blijkt uit de door de gemachtigden van de ministers verstrekte uitleg, is het niet de bedoeling een volkomen nieuwe commissie van beroep op te richten, noch volkomen nieuwe raden van beroep, doch de commissie van beroep en de raad van beroep die reeds bestaan voor het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd te verklaren voor het personeel van het Verenigd College [(1)]. Aangezien het personeel van het Verenigd College niet talrijk

---

(1) Zie respectievelijk de artikelen 18 tot 23 en de artikelen 283 tot 300 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

is, zou het namelijk niet goed denkbaar zijn alleen voor die instelling een commissie van beroep en raden van beroep op te richten. De samenstelling en de werkwijze van de commissie van beroep en van de raden van beroep zouden geregeld worden door de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, onder het voorbehoud dat daarin vertegenwoordigers van het Verenigd College aanwezig zouden zijn wanneer het beroep uitgaat van een ambtenaar van het Verenigd College.

Deze oplossing zou het sluiten vereisen van een samenwerkingsakkoord tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De gemachtigden van de ministers hebben gepreciseerd dat dit samenwerkingsakkoord momenteel nog niet is ondertekend, maar dat dit zou geschieden nog vóór het ontworpen besluit wordt goedgekeurd.

De commissie van beroep en de raden van beroep zijn kernpunten van het ontworpen administratief statuut. Dit statuut kan eerst worden goedgekeurd wanneer het samenwerkingsakkoord dat onontbeerlijk is voor de werking van de commissie van beroep en de raden van beroep, ondertekend is. Het is bijgevolg volstrekt noodzakelijk dat het voorgenomen samenwerkingsakkoord wordt ondertekend vóór de goedkeuring van het ontworpen besluit. Het is onder dit belangrijke voorbehoud dat het onderhavige advies wordt verstrekt.

2. Verscheidene bepalingen voorzien in de goedkeuring van nieuwe besluiten door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de indiener van het ontwerp, die ertoe strekken het ontwerp aan te vullen met betrekking tot kwesties die van wezenlijk belang zijn. Dat is inzonderheid het geval in de artikelen 7, 55, 67, 69, 72, § 2, en 101, §§ 1 en 3 [(2)] [(3)].

---

(2) Zie opmerking nr. 1 onder artikel 101.

(3) Artikel 19 voorziet ook in de goedkeuring van een arbeidsreglement door het Verenigd College. Deze bepaling moet vervallen om de redenen die worden uiteengezet in de opmerking over deze bepaling waarnaar wordt verwezen.

Nog afgezien van het feit dat zulke zelfmachtigingen op wetgevingstechnisch gebied niet erg geslaagd zijn, leidt deze werkwijze tot de goedkeuring van een onvolledige tekst [(4)], terwijl hij zich aandient als een tekst die alle aspecten regelt van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de "ambtenaren" [(5)], van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het ontwerp, krachtens artikel 274 ervan, onverwijld in werking moet treden, zelfs met terugwerking tot 1 januari 2008.

Die werkwijze van doen zal voor de rechtszekerheid schadelijke discussies doen ontstaan en zelfs geschillen omtrent de vraag of sommige bepalingen die veronderstellenderwijs niet zouden worden aangevuld, onwerkzaam zijn en dus niet kunnen worden toegepast, dan wel integendeel, in een trouwens onzekere mate, gedeeltelijk of in beperkte mate moeten worden toegepast.

De aanvullende bepalingen zouden moeten worden goedgekeurd door het Verenigd College zodat ze op aanvaardbare wijze in werking treden uiterlijk op de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit, en bij voorkeur door ze op te nemen in het ontwerp zelf. Wat evenwel de besluiten betreft bedoeld beoogd in artikel 7, dat betrekking heeft op de personeelsformatie, verdient het aanbeveling die formatie afzonderlijk goed te keuren, zoals gebruikelijk is.

---

(4) Artikel 55, bij voorbeeld, bepaald het volgende : "Het Verenigd College stelt de algemene beginselen inzake de stage vast" en artikel 72, § 2, bepaalt dat het Verenigd College de nadere regels vaststelt voor de evaluatie van de ambtenaren-generaal.

(5) In verband met het begrip "ambtenaar", zie opmerking nr. 2 over het opschrift van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

1. In het opschrift dienen na de woorden "Besluit van het Verenigd College" de woorden "van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie" te worden toegevoegd [6].

2. In het opschrift worden ten onrechte alleen de "ambtenaren" van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vermeld, terwijl krachtens onder meer de artikelen 1 en 3, de benaming "ambtenaar" alleen bestemd is voor de vastbenoemde personen bij de diensten van het Verenigd College en het ontwerp eveneens gedeeltelijk moet kunnen worden toegepast op de personeelsleden op proef, een categorie die apart moet worden beschouwd van die van de "ambtenaren" in de zin van het ontwerp.

Het opschrift moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Aanhef

Nieuw tweede tot vierde lid

In het nieuwe in te voegen tweede tot vierde lid dient elk van de drie besluiten te worden vermeld waarvan artikel 273 van het ontwerp de opheffing beoogt [7]. De verwijzingen naar deze besluiten moeten geschieden met vermelding van alle

---

(6) Zie, in dezelfde zin, in advies 43.340/2/V, op 21 augustus 2007 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 oktober 2007 tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van 15 september 2005 houdende het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad", in verband met de eindejaarstoelage, de eerste opmerking over het opschrift.

(7) Zie circulaire wetgevingstechniek van de Raad van State - aanbevelingen en formules, november 2001, punt 7.1.9 (http://www.raadvst-consetat.be).

uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen die deze teksten hebben ondergaan en uitsluitend onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten [8].

Tweede lid

Het koninklijk besluit van 22 december 2000, waarnaar in het huidige tweede lid van de aanhef wordt verwezen, levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Dit lid moet vervallen.

Derde lid

Het samenwerkingsakkoord waarnaar wordt verwezen in het huidige derde lid van de aanhef zou moeten worden vermeld in de vorm van een overweging in plaats van in de vorm van een aanhefverwijzing. Deze overweging moet worden ingevoegd tussen het lid waarin het advies van de Raad van State wordt vermeld en het voordrachtformulier.

Vierde tot achtste lid

Wat de volgorde betreft van het huidige vierde tot achtste lid dient eerst het advies van de inspecteur [9] van financiën te worden vermeld, daarna het advies van de directieraad, vervolgens de akkoordbevindingen van de ministers naar tijdsorde en ten slotte de nummers en data van beide protocollen van onderhandelingen van Sectorcomité XV.

De aanhef moet een lid bevatten betreffende de akkoordbevinding van de ministers van Ambtenarenzaken. Dit moet worden ingevoegd met inachtneming van de chronologische volgorde van de akkoordbevindingen van de ministers.

---

(8) Ibidem, punt 7.17.

(9) En niet "Inspectie".

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

De woorden "het stelt hun statuut vast" hebben geen eigen juridische betekenis en moeten vervallen.

Artikel 2

1. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat het noodzakelijk is in een toe te voegen onderdeel 3/ het begrip "werkdagen" te definiëren, dat in talrijke bepalingen van het ontwerp wordt gehanteerd.

2. Het is raadzaam eveneens het begrip "kalendermaanden" te omschrijven, waarvan men zich meer bepaald in artikel 83, § 2, en in artikel 195 bediend heeft.

3. De gemachtigden van de ministers hebben eveneens te kennen gegeven dat ze van plan zijn in een nieuw punt van artikel 2 de definities te geven die thans in artikel 226 voorkomen.

Artikel 9

Zoals artikel 9, eerste lid, thans is geredigeerd, wekt het de indruk dat de uitzondering betrekking heeft op de bevoegdheid van de ministers, terwijl ze verband houdt met de overheid die de functiebeschrijvingen voorstelt. De redactie van deze bepaling moet worden herzien.

Artikel 13

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat artikel 13, 7/, beter als volgt zou worden geredigeerd : "voert de opdrachten en taken uit die hem door het Verenigd College worden gedelegeerd".

Artikel 14

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat deze bepaling als volgt moet worden gewijzigd :

- het huidige eerste en tweede lid mogen slechts één lid vormen (dit wil zeggen dat ze moeten worden opgesteld zonder op een nieuwe regel te beginnen);

- de volgorde van dat lid en van het laatste lid moet worden omgekeerd;

- in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, moet het woord "bovendien" worden ingevoegd tussen de woorden "de adjunct-leidend ambtenaar oefent" en de woorden "de in artikel 13 bepaalde opdrachten en taken".

Artikel 17

Het "reglement van inwendige orde" van de directieraad zou door het Verenigd College moeten worden goedgekeurd.

Artikel 18

De redactie van artikel 18 moet worden herzien om beter aan te geven dat de beoogde commissie van beroep die is welke is opgericht bij de artikelen 18 tot 23 van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (zie algemene opmerking nr. 1 hierboven).

Bij de redactie van de nieuwe bepaling moet rekening worden gehouden met de inhoud van het samenwerkingsakkoord waarvan in algemene opmerking nr. 1 sprake is.

Artikel 19

1. Artikel 19 van het ontwerp bepaalt :

"Art. 19. De gemiddelde wekelijkse arbeidsduur wordt op achtendertig uur maximum vastgesteld, gespreid over vijf werkdagen, wat een dagelijkse uurregeling van zeven uur en zesendertig minuten betekent.

In afwijking van het vorige lid, kunnen de Ministers voor specifieke werkzaamheden een bijzondere werktijdregeling bepalen.

De dagelijkse uurregeling wordt in glij- en stamtijden verdeeld.

De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden door het arbeidsreglement van de Diensten van het Verenigd College vastgesteld.

Deze bepalingen zijn van toepassing op de stagiairs".

2. Deze bepaling geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.1. De arbeidstijd van de werknemers die in de overheidssector tewerkgesteld zijn wordt geregeld door de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

Deze tekst is van toepassing op geheel de overheidssector, zowel op het federale niveau als op dat van de gewesten of gemeenschappen [(10)], onder voorbehoud van de afwijkingen die beperkt zijn tot categorieën van werknemers die in artikel 4 ervan omschreven zijn.

---

(10) Zie advies 29.747/1, gegeven op 17 februari 2000, over een ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector (Gedr. St., Kamer, 1999-2000, nr. 839/1).

In dat opzicht komt het niet aan de steller van het ontwerp toe de arbeidsduur te regelen van de personeelsleden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, ongeacht of het om ambtenaren, arbeidscontractanten of personeelsleden op proef gaat.

Artikel 3 van de voormelde wet van 14 december 2000 bepaalt immers als volgt het toepassingsgebied van deze wet, ten aanzien van de bedoelde werknemers :

> "de personen die, krachtens een arbeidsrelatie van statutaire of van contractuele aard, met inbegrip van de stagiairs en de tijdelijken, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon".

2.2. Bovendien bepaalt artikel 8 van de voornoemde wet van 14 december 2000 de gemiddelde arbeidsduur over een referentieperiode (gemiddeld 38 uren per week over een referentieperiode van vier maanden), rekening houdend met een grens van 50 uren per week.

Indien de steller van het ontwerp de arbeidsduur wenst vast te stellen op 38 uren per week en 7 uur 36 minuten per dag, moet hij dit doen in het arbeidsreglement overeenkomstig het bepaalde in de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en met inachtneming van de overlegprocedures waarin hoofdstuk III*bis* van deze wet voorziet.

Het komt derhalve evenmin aan de steller van het ontwerp toe te bepalen dat het arbeidsreglement de nadere regels voor de toepassing van de arbeidstijdregelingen vaststelt - ongeacht of het gaat om de regeling van 38 uren per week en 7 uur 36 minuten per dag, zoals bepaald in het eerste lid van artikel 19 van het ontwerp, dan wel om enige andere bijzondere regeling die in het tweede lid van diezelfde bepaling wordt beoogd - welke nadere regels van toepassing zijn op de personeelsleden tewerkgesteld door de diensten van het Verenigd College. Dit vloeit voort uit de toepassing zelf van de voormelde wet van 8 april 1965.

Bovendien is het weliswaar aanvaardbaar om aan de ministers de bevoegdheid op te dragen een of meerdere bijzondere arbeidstijdregelingen vast te stellen, maar dit neemt niet weg dat over de te nemen beslissing vooraf overleg moet worden gepleegd, zoals bepaald in de voornoemde wet van 8 april 1965, en dat deze regeling of regelingen daarenboven als zodanig in het arbeidsreglement moeten voorkomen.

Het is bijgevolg ook niet nodig nog eens te bepalen dat de dagelijkse uurregeling in glij- en stamtijden wordt verdeeld, daar overeenkomstig artikel 6, § 1, 1/, van diezelfde wet van 8 april 1965 het arbeidsreglement de aanvang en het einde van de gewone arbeidsdag, het tijdstip en de duur van de rusttijden en de dagen van regelmatige onderbreking van de arbeid moet vermelden.

3. De bepaling dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 27

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat de woorden "van artikel 20, 21 en 23" zouden moeten worden vervangen door de woorden "van de artikelen 20 tot 23", om artikel 22 erin op te nemen.

Artikel 35

1. In de inleidende zin moeten de woorden "tot ambtenaar" worden ingevoegd tussen de woorden "Niemand kan" en "worden benoemd".

2. De gemachtigden van de ministers hebben erop gewezen dat onderdeel 1/ afgestemd zou moeten worden op onderdeel 1/ van artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, zodat buiten de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie eveneens de onderdanen van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte en van de Zwitserse Bondsstaat worden bedoeld, en niet alle vreemde onderdanen.

.../...

Artikel 36

1. De gemachtigden van de ministers hebben benadrukt dat artikel 36 van het ontwerp in hoofdzaak afgestemd is op artikel 29 van het voormelde besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 mei 1999. Ze hebben evenwel erkend dat artikel 36 van het ontwerp op de twee volgende punten zou moeten worden gewijzigd [(11)] :

- in punt C moeten de woorden "verworven in een lidstaat van de Europese Unie" worden vervangen door de woorden "verworven in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland";

- in punt D, eerste lid, in fine, dienen na de woorden "en verklaren dat zij het examen van het laatste jaar voor de examencommissie" de woorden "van hun gemeenschap" te worden ingevoegd [(12)].

2. In artikel 36, C, wordt aan de afgevaardigd bestuurder van SELOR de bevoegdheid opgedragen om

> "voor een bepaalde vergelijkende selectie een minimumleeftijd voor (te) schrijven of bijzondere eisen (te) stellen inzake beroepsbekwaamheid verworven in een lidstaat van de Europese Unie, namelijk het bezit van praktische kennis of de uitoefening van een vorige werkzaamheid, wanneer de aard van de te verlenen betrekkingen zodanige eisen wettigt".

---

(11) Zie ook de "slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen", infra.

(12) Zie in deze zin artikel 29, 5/, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, alsook artikel 17, § 1, D, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Die bevoegdheid reikt verder dan hetgeen artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, welke bepaling op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie toepasselijk is verklaard bij artikel 79, § 3, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, bepaalt voor de bevoegdheden van SELOR, die beperkt zijn tot de organisatie van de werving van de personeelsleden van de deelentiteiten en, in voorkomend geval, tot aspecten die daaraan verbonden zijn [(13)].

De onderzochte bepaling behoort aldus te worden herzien dat de beslissingsbevoegdheid opgedragen wordt aan het Verenigd College of aan de bevoegde ministers, waarbij eventueel, zoals in artikel 29, tweede lid, 4/, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, wordt voorzien in een overleg met de afgevaardigd bestuurder van SELOR.

Artikel 38

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat artikel 38, tweede lid, als volgt moet worden gewijzigd :

- in onderdeel 2/ dient te worden aangegeven dat de ongeschiktheid van ten minste 30% een blijvende ongeschiktheid moet zijn;

- dezelfde precisering dient te worden aangebracht in onderdeel 3/; voorts dienen in de Franse tekst de woorden "avoir été victime d'une maladie professionnelle" te worden vervangen door de woorden "être victime d'une maladie professionnelle";

---

(13) In de overige bepalingen van het ontwerp waarin verwezen wordt naar SELOR of de afgevaardigd bestuurder ervan, wordt die beperking wel in acht genomen, hetzij doordat de beslissingsbevoegdheid van SELOR betrekking heeft op de eigenlijke organisatie van de werving of de bevordering of op daaraan verbonden aspecten, zoals in de artikelen 34, eerste lid, 2/, 36, D, E en F, 40, § 1, 42, 44, 46, 50, 57, 89, 90, § 4, 91, § 1, tweede lid, 2/, en 263, hetzij doordat een overleg met de afgevaardigd bestuurder van SELOR in het vooruitzicht wordt gesteld of een advies van die overheidsinstantie over aangelegenheden die tot de bevoegdheid behoren van de benoemingsgerechtigde overheid, zoals in de artikelen 36, B, 43 en 91, § 2.

- ook onderdeel 4/ dient te worden gepreciseerd door de vermelding dat de ongeschiktheid van ten minste 30% een blijvende ongeschiktheid moet zijn;

- in onderdeel 6/ behoort naar de wet van 27 februari 1987 te worden verwezen door vermelding van het juiste opschrift ervan, namelijk "de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap".

Artikel 42

In artikel 42, derde lid, moet de reikwijdte van de woorden "met inzet", die niet duidelijk is, nader worden aangegeven.

Artikel 44

1. Het tweede lid, onderdeel 1/, zou beter als volgt worden gesteld :

"1/ het opstellen van de richtlijnen met betrekking tot het organiseren en het publiceren van de selecties; de selecties verlopen mondeling, schriftelijk, met behulp van gestandaardiseerde vragenlijsten of computergestuurd;"

2. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat artikel 44, tweede lid, 5/, als volgt zou moeten worden gesteld : "het opstellen van de lijst van de kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard om deel te nemen aan de vergelijkende selectie".

Artikel 46

Het tweede lid kan alleen dan ongewijzigd behouden blijven als in het eerste lid de woorden "de kandidatenlijst" vervangen worden door de woorden "de lijst van de kandidaten die geslaagd zijn voor de selectietests". Uit artikel 44, tweede lid, 2/, c) en d) blijkt immers dat voor de onderdelen van het examen een minimumaantal punten kan worden bepaald. Een kandidaat die voor een onderdeel niet het vereiste aantal punten heeft behaald en dus niet geslaagd is voor de selectietests, kan in totaal meer punten behaald hebben dan een andere kandidaat die wel geslaagd is voor de selectie. De gemachtigden van de ministers hebben met de voorgestelde wijziging ingestemd.

Artikel 47

De gemachtigden van de ministers hebben bevestigd dat de overheid de rangschikking die door SELOR is opgesteld, in acht moet nemen. Het zou nuttig kunnen zijn zulks aan te geven in artikel 47, in fine, alsook in artikel 91, § 1, in fine.

Artikel 48

In artikel 48, tweede lid, dienen de woorden "en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben" te vervallen omdat ze van geen nut zijn. In het ontworpen besluit kan bovendien niet vooruit worden gelopen op wat de werkingssfeer ratione personae zal zijn van toekomstige besluiten waarbij het ontworpen besluit gewijzigd of aangevuld zou worden.

Artikel 49

De gemachtigden van de ministers zijn verzocht aan te geven wat het nut is van artikel 49 van het ontwerp, aangezien elders, inzonderheid in de artikelen 227 en 232, blijkt dat de personeelsleden op proef recht hebben op dezelfde wedde als ambtenaren van dezelfde graad. De gemachtigden van de ministers hebben ermee ingestemd dat artikel 49 mag vervallen.

Artikel 50

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat in het derde lid na de woorden "de in het tweede lid vastgestelde termijn" de woorden "in voorkomend geval" zouden moeten worden ingevoegd. De duur van de opzeggingstermijn die in acht moet worden genomen krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, kan immers minder lang zijn (14) dan de termijn bepaald in het tweede lid, waardoor een verlenging van de termijn waarin artikel 50, tweede lid, van het ontwerp voorziet in dat geval niet nodig is.

Artikel 54

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat in artikel 54, § 3 de woorden "naargelang het niveau" gepreciseerd moeten worden, in voorkomend geval door te verwijzen naar hetgeen bepaald wordt in artikel 57, § 1.

(14) Zie bijvoorbeeld artikel 59, tweede en derde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, waarbij de duur van de opzeggingstermijn op veertien of achtentwintig dagen wordt bepaald wanneer de opzegging door een arbeider wordt gegeven.

Artikel 57

1. Om te vermijden dat het verschil in redactie tussen het eerste en het tweede lid van paragraaf 1 een bron van verwarring wordt, hebben de gemachtigden van de ministers aangegeven dat beide leden volgens het volgende stramien moeten worden gesteld : "De geslaagden die door de afgevaardigd bestuurder van SELOR zijn toegelaten voor een betrekking van niveau (...) worden tot personeelslid op proef benoemd door (...)".

2. Paragraaf 2, tweede lid, zou als volgt moeten worden gesteld, als zulks de bedoeling van de stellers van het ontwerp is :

"In de gevallen bedoeld in artikel 59 kan de proeftijd worden verlengd met ten hoogste een jaar voor de niveaus A en B en met ten hoogste zes maanden voor de niveaus C en D".

Artikel 59

Artikel 59 zou op de drie volgende punten gewijzigd moeten worden :

- de woorden "over het geheel", die in artikel 59, § 1, eerste lid, voorkomen, zijn vaag en zouden door concreter bewoordingen moeten worden vervangen;

- de woorden "naargelang het niveau", die in paragraaf 2, onderdelen 2/ en 3/, voorkomen, zouden explicieter moeten worden gesteld;

- in paragraaf 3, eerste lid, dienen de woorden "de voortzetting of" als overbodig te vervallen, zoals de gemachtigden van de ministers hebben erkend.

Artikel 60

Zoals de gemachtigden van de ministers bevestigd hebben, houden de woorden "bepalingen die van toepassing zijn op de wegens lichamelijke ongeschiktheid onder voorbehoud toegelaten stagiairs", die in artikel 60, derde lid, voorkomen, een verwijzing in naar artikel 51 van het ontwerp. Het zou nuttig kunnen zijn dit aan te geven.

Algemene opmerking over Titel VII -
"Het onthaal, de vorming en de voorlichting"

De gemachtigden van de ministers zijn er opmerkzaam op gemaakt dat geen enkele bepaling van Titel VII, dat als opschrift "Het onthaal, de vorming en de voorlichting" draagt, betrekking heeft op de voorlichting of een definitie geeft van wat onder dat begrip moet worden verstaan (in tegenstelling tot hetgeen het geval is met de begrippen "onthaal" en "vorming", die gedefinieerd worden in respectievelijk de artikelen 65 en 66 van het ontwerp). De gemachtigden van de ministers hebben aangegeven dat het ontwerp op dat punt zou worden gepreciseerd.

Artikel 66

Het verdient aanbeveling artikel 66, tweede lid, aan te vullen met de vermelding dat alleen die vormingsactiviteiten waaraan de personeelsleden moeten of mogen deelnemen als periodes van dienstactiviteit worden aangerekend.

Artikel 70

Onderdeel 2/ lijkt overbodig, aangezien in artikel 58 van het ontwerp reeds wordt bepaald dat personeelsleden op proef begeleid worden door een ambtenaar belast met de leiding van de proeftijd. De gemachtigden van de ministers hebben te kennen gegeven dat dit onderdeel 2/ zou vervallen.

Artikel 72

1. Dit artikel hoort meer thuis achteraan in Titel VIII, die aan de evaluatie gewijd is. Het artikel heeft immers betrekking op het bijzondere geval van de ambtenaren-generaal en vormt dus een bijzondere regeling. Men zou er beter aan doen eerst alle algemene bepalingen inzake evaluatie te formuleren zonder ze te onderbreken met het huidige artikel 72.

2. Er zou moeten worden aangegeven wat moet worden verstaan onder "definitieve globale vermelding" in de zin van paragraaf 2. Als daarmee de vermeldingen "gunstig","voldoende" of "ongunstig" worden bedoeld waarvan sprake is in paragraaf 4, zou ter wille van de duidelijkheid naar die paragraaf moeten worden verwezen.

3. In de Franse versie van het ontwerp zouden in paragraaf 3, in fine, en in paragraaf 4, tweede en derde lid, in fine, de woorden "au poste qu'il occupe" moeten worden vervangen door de woorden "au mandat qu'il occupe".

Artikel 73

Naar aanleiding van het verzoek om het verschil uit te leggen tussen de begrippen "hiërarchische meerdere" en "functionele meerdere" in de zin van paragraaf 2, laatste zin, hebben de gemachtigden van de ministers aangegeven dat de "hiërarchische meerdere" degene is die in het licht van de taalwetten bevoegd is om de ambtenaar te evalueren. De "functionele meerdere" is degene onder wiens leiding de ambtenaar dagelijks werkt. Het zou goed zijn dat onderscheid beter tot uiting te laten komen in de tekst.

Artikel 74

1. De tweede zin van paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld, als zulks de bedoeling van de stellers van het ontwerp is :

"(...) Dit gesprek heeft in beginsel om de twee jaar plaats tussen 15 oktober en 15 december, het ene jaar voor de ambtenaren van de niveaus A en B, het volgende jaar voor die van de andere niveaus. Wanneer een vermelding 'onder voorbehoud' of 'onvoldoende' toegekend is, heeft het gesprek evenwel plaats na een termijn van een jaar, welke termijn op verzoek van de ambtenaar ingekort kan worden tot zes maanden."

2. De gemachtigden van de ministers hebben bevestigd dat de evaluatievermeldingen opgesomd in artikel 74, § 3, tweede lid, de "globale evaluatievermelding" zijn waarvan sprake is in artikel 76, § 2, eerste lid. Dit gegeven zou duidelijker uit de tekst moeten blijken.

Artikel 76

1. Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden gesteld : "De evaluatie vindt plaats op zijn minst eens om de twee jaar en op zijn minst één jaar [...] (voorts als in het ontwerp)". Als aan dit voorstel gevolg wordt gegeven, zou achteraan in deze paragraaf kunnen worden vermeld dat aan de ambtenaar persoonlijk kennis wordt gegeven van zijn evaluatie.

2. Paragraaf 2, eerste lid, veronderstelt dat het gaat om een geval waarin ook de voorafgaande globale evaluatievermelding "voldoende" was. De gemachtigden van de ministers hebben te kennen gegeven dat, om dit punt te verduidelijken, het woord "opnieuw" zal worden ingevoegd tussen de woorden "evaluatievermelding" en "wordt toegekend".

Artikel 80

Als in aanmerking komend voor de berekening van de anciënniteit moeten ook de diensten worden vermeld die verricht zijn als personeelslid op proef of als ambtenaar bij een ministerie of een instelling die onder de Vlaamse of de Franse Gemeenschapscommissie ressorteert.

Deze opmerking geldt eveneens voor de rest van het ontwerp, inzonderheid voor de artikelen 81 en 233, § 1, 1/.

Artikel 86

1. In het tweede en het derde lid wordt het volgende voorgeschreven met betrekking tot de afgifte van de sollicitaties naar aanleiding van de kennisgeving, bij aangetekende brief, van de vacature van een bevorderingsambt :

> "Het afgeven ter post van de aangetekende brief geldt als kennisgeving van de vacature.
>
> In aanmerking komen alleen de aanspraken van de ambtenaren die binnen vijftien werkdagen vanaf de eerste werkdag die volgt op die van de kennisgeving van de vacature, ter post een aangetekende brief hebben afgegeven waarmee hun sollicitatie ter kennis van de leidend ambtenaar wordt gebracht."

Bij deze bepaling wordt voor de kennisgeving van een bestuurshandeling die een termijn doet ingaan, de "theorie van de verzending" toegepast. Die theorie is evenwel reeds herhaaldelijk veroordeeld door het Grondwettelijk Hof [(15)]. In plaats daarvan moet de theorie van de ontvangst worden toegepast, overeenkomstig hetgeen bijvoorbeeld in artikel 142, § 3, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald.

---

(15) Grondwettelijk Hof, arrest 170/2003 van 17 december 2003 en nota met opmerkingen van J.-Fr. Van Drooghenbroeck, "Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", JT, 2004, blz. 47; Grondwettelijk Hof, arrest 43/2006 van 15 maart 2006, B.10 tot B.12.

De bepaling dient te worden herzien in het licht van deze opmerking, die eveneens geldt voor de artikelen 77, 87, vijfde lid, 122, § 2, tweede lid, 124, derde lid, 125, tweede lid, 128, § 2, tweede lid, en 218, derde lid, aangezien die bepalingen uitgelegd kunnen worden in het licht van hetgeen bepaald is in artikel 86, tweede lid.

2. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat het vierde lid als overbodig moet vervallen.

Artikel 90

1. Paragraaf 2, in fine, zou nauwkeuriger geredigeerd zijn indien de woorden "en van de evaluatie 'voldoende' te genieten" zouden worden vervangen door de woorden "en moet hij als laatste evaluatie de evaluatie «voldoende» hebben gekregen".

2. Zoals de gemachtigden van de ministers hebben bevestigd, moet het woord "respectievelijk" in artikel 90, § 3, 2/, aldus geïnterpreteerd worden dat ambtenaren van niveau D alleen graden van rang C1 mogen ambiëren (en niet eveneens graden van rang B1). De bepaling zou op dit punt gepreciseerd moeten worden.

3. Paragraaf 4, tweede lid, zou beter als volgt worden gesteld :

"Als na afsluiting van de vergelijkende selectie blijkt dat een kandidaat die voor de vergelijkende selectie geslaagd is, op welk ogenblik ook tijdens de vergelijkende selectie niet langer voldeed aan een van de voorwaarden die vervuld moeten zijn om eraan te kunnen deelnemen, dan verliest de betrokkene het voordeel van zijn slagen voor die vergelijkende selectie".

Artikel 91

1. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat de structuur van artikel 91 zou moeten worden herzien.

2. In verband met de verplichting voor de benoemingsgerechtigde overheid om zich te houden aan de volgorde van de punten die bij de selectietest zijn behaald, wordt verwezen naar de opmerking die over artikel 47 is gemaakt.

Hoofdstuk III. - Benoeming tot de graad van directeur

1. In het opschrift van Hoofdstuk III en in artikel 96 dient gewag te worden gemaakt van bevordering in plaats van benoeming.

2. Zoals de gemachtigden van de ministers bevestigd hebben, is de bevordering tot directeur het enige geval van bevordering door verhoging in graad waarin het ontwerp voorziet. De gemachtigden van de ministers hebben aangekondigd dat dit punt zal worden onderstreept door in artikel 85, eerste lid, na de woorden "Iedere open betrekking" de woorden "van directeur" in te voegen.

Algemene opmerking over hoofdstuk IV - Aanstelling tot de graden van leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar

Hoewel heel wat bepalingen van het ontwerp afgestemd zijn op het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, voorziet het ontwerp noch in een selectiecommissie voor de toewijzing van mandaten, noch in een evaluatiecommissie voor de mandaathouders, in tegenstelling tot wat het geval is met het voornoemde besluit van 6 mei 1999, zoals dat gewijzigd is bij het besluit van 26 april 2007 tot wijziging van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999.

Zoals de afdeling wetgeving reeds onderstreept heeft inzonderheid in advies 41.791/4, dat op 21 februari 2007 is gegeven over het ontwerp dat tot het voornoemde besluit van 26 april 2007 heeft geleid, dienen de teksten tot regeling van de selectie van de houders van managementmandaten of stafmandaten in overheidsdienst voldoende waarborgen te bevatten inzake onafhankelijkheid en objectiviteit voor de aanwijzing en de evaluatie van die personen. In het voormelde advies wordt in dat verband inzonderheid het volgende uiteengezet:

> "In dit verband dient te worden herinnerd aan de volgende overweging van de afdeling Administratie in haar arrest-JADOT, nr. 98.735 van 7 september 2001:
>
> > «(...) dat het beginsel dat iedereen gelijke toegang moet krijgen tot openbare ambten slechts een bijzondere toepassing is van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die zijn vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; dat artikel 9, § 3, tweede zin, van het APKB op treffende wijze weergeeft wat dat beginsel precies inhoudt [(16)]; dat een statuut van rijksambtenaren zo moet worden georganiseerd dat het alle nodige waarborgen biedt om het grondwettelijk voorschrift in acht te nemen; dat de aanspraken en verdiensten van de kandidaten voor een overheidsfunctie objectief en onpartijdig moeten worden vergeleken om het beginsel in acht te nemen dat alle burgers gelijke toegang moeten krijgen tot openbare ambten; dat het in dat verband voldoende is vast te stellen dat

---

(16) Artikel 9, § 3, van het APKB (van 22 december 2000) luidt als volgt :
"§ 3. Het statuut regelt de procedure, de wijze van vaststelling van de wervings- en selectieproeven en criteria, evenals de bekendmaking ervan. De werving en selectie geschiedt in ieder geval op grond van een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid."

de kandidaten voor de bedoelde functies in vier groepen worden ingedeeld, zonder dat binnen die groepen een verdere indeling wordt gemaakt, zodat de benoemingsgerechtigde overheid onbeperkte vrijheid heeft om uit de groep van de meest geschikte kandidaten zelf te kiezen wie ze wil aanstellen (...)»" [(17)].

Het ontwerp bevat geen enkele van de aldus vereiste waarborgen. De "bevoegdheid" die het Verenigd College in artikel 101, § 3, in fine, aan zichzelf opdraagt inzake het bepalen van de nadere regels voor de selectie van mandaathouders heeft nauwelijks een juridische reikwijdte [(18)]. De steller van het ontwerp wordt daardoor niet vrijgesteld van het bepalen van die nadere regels in de tekst zelf van het statuut, door middel van algemene bepalingen waarvoor de volledige procedure voor het uitwerken van het ontwerp moet worden gevolgd.

Het ontwerp moet worden herzien opdat met de voorgaande opmerkingen rekening wordt gehouden. Het is onder dat voorbehoud dat de hierna volgende opmerkingen betreffende de artikelen 99 tot 103 worden gemaakt.

Artikel 101

1. Het spreekt vanzelf dat de invoeging "Onverminderd de toepassing van de wet van 3 juli 1978" betekent dat de mandaathouder bij zijn indiensttreding met deze bepaling zal moeten instemmen.

2. Aangezien de gegadigden voor een mandaat niet noodzakelijkerwijze uit een overheidsbestuur komen, zou paragraaf 2, 1/, aangevuld moeten worden met de woorden "of een gelijkwaardig geachte activiteit uitoefenen".

---

(17) Zie eveneens, in verband met de doorslaggevende rol die SELOR te spelen heeft in de selectie en de indienstneming van mandaathouders, arrest DEGUELDRE van de RvS, nr. 142.684 van 25 maart 2005.

(18) In verband met dit punt wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

3. Teneinde rekening te houden met de mogelijkheid dat het mandaat bij de vermelding "gunstig" wordt verlengd zonder dat de aanstellingsprocedure opnieuw wordt doorlopen, wordt voorgesteld om artikel 101, § 3, te laten aanvangen met de woorden "Onverminderd artikel 72, § 4, eerste lid,".

4. Nog in paragraaf 3 is het beter "van het beheersplan bedoeld in artikel 102, tweede lid" te schrijven in plaats van "van hun beheersplan" (dat nog niet eerder werd genoemd).

Artikel 102

In het vierde lid schrijve men in plaats van "elke betrekking", "elke bij mandaat toe te wijzen betrekking".

Artikel 103

1. In de verschillende paragrafen van artikel 103 wordt de term "ambtenaar" gebezigd om de personen die een mandaat van leidend ambtenaar of van adjunct-leidend ambtenaar uitoefenen, aan te duiden. Die terminologie houdt er geen rekening mee dat die mandaten krachtens artikel 101, § 1, toegewezen kunnen worden aan personen die niet de hoedanigheid hebben van ambtenaar. Gezien ook de definitie bepaald in artikel 3, eerste lid, van het begrip ambtenaar, moet de redactie van artikel 103 worden herzien, zodat ook rekening wordt gehouden met de mogelijkheid dat mandaten toegekend worden aan personen die die hoedanigheid niet hebben.

2. De terminologie gebruikt in paragraaf 2, vierde lid (waarin sprake is van "onvoldoende evaluatie") en in artikel 72, §§ 3 en 4 (waarin sprake is van "vermelding ongunstig") moet eenvormig worden gemaakt.

3. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat gepreciseerd moet worden waarop het evaluatieverslag bedoeld in paragraaf 4 betrekking heeft.

4. Om rekening te houden met de gevolgen verbonden aan de vermelding "ongunstig" gekregen bij een vorig mandaat, zou het goed zijn aan het begin van paragraaf 5, eerste lid, te schrijven : "Onverminderd de toepassing van artikel 72, § 4, derde lid," kan de ambtenaar [...]".

5. Uit artikel 103, § 1, tweede lid, blijkt dat een mandataathouder bevorderd kan worden in zijn oorspronkelijke betrekking. In paragraaf 5, tweede lid, zou rekening moeten worden gehouden met die mogelijkheid door aan het einde de woorden "of bekleedt de graad waartoe hij tijdens de uitoefening van zijn mandaat bevorderd is" toe te voegen.

Artikel 107

Het begrip "verplaatsing" genoemd in het tweede lid, komt niet voor in de tuchtstraffen opgesomd in artikel 116. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het woord "verplaatst" in het tweede lid moet vervallen.

Om dezelfde reden zou het beter zijn het woord "tuchtrechtelijk" in te voegen vóór het woord "geschorst".

Algemene opmerking over Titel XII -
"Tuchtregeling"

De redactie van Titel XII moet verbeterd worden. Bij wijze van voorbeeld moet Hoofdstuk II ("Procedure en bevoegde overheid") beter gestructureerd worden door dit in te delen in afdelingen (bijvoorbeeld een afdeling betreffende de overheid die bevoegd is om tuchtstraffen uit te vaardigen, een afdeling met de procedureregels en een

afdeling met de materieelrechtelijke regels). Artikel 123 zou duidelijker gesteld moeten worden door een duidelijker onderscheid te maken tussen de verschillende bepalingen die naargelang van de soort straf die wordt voorgesteld en de rang van de persoon aan wie de straf wordt opgelegd, van toepassing zijn. De volgorde van de bepalingen moet overeenstemmen met het chronologisch verloop van de tuchtprocedure (artikel 123, § 3, zou veeleer een op zichzelf staande bepaling moeten vormen die na artikel 124 komt; artikel 124, tweede lid, zou artikel 123, § 1, derde lid, moeten worden, enz.).

Het is niet altijd duidelijk hoe de "voorlopige of definitieve voorstellen" van straf (artikel 122, § 1, eerste lid, en § 2; artikel 123, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid), het indienen van een bezwaar (artikel 122, § 2, tweede lid en artikel 124, derde lid), het instellen van een beroep bij de raden van beroep (artikel 125 en de artikelen 130 tot 141) en, ten slotte, het uitvaardigen van de definitieve straf (artikel 142) op elkaar aansluiten. De structuur van het ontwerp moet ook op dat punt verbeterd worden.

De gemachtigden van de ministers hebben toegegeven dat de redactie van Titel XII grondig moet worden herzien. De opmerkingen betreffende de artikelen 115 tot 142 worden gemaakt onder het hierboven gemaakte algemene voorbehoud.

Artikelen 117 en 118

In de artikelen 117, tweede lid, en 118, tweede lid, dienen de woorden "het Verenigd College" vervangen te worden door de woorden "De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie".

Artikel 123

In paragraaf 4, derde lid, lijkt veeleer gelezen te moeten worden "In afwijking van het eerste en het tweede lid" in plaats van "In afwijking van de leden 2 en 3".

Artikel 124

1. Terwijl artikel 122, § 2, duidelijk bepaalt dat de ambtenaren-generaal bezwaar mogen indienen tegen het definitieve voorstel van straf, preciseert artikel 124, derde lid, dat van toepassing is op de overige ambtenaren, niet tegen welke soort akte laatstgenoemden een bezwaar mogen indienen. Na de woorden "Na de kennisgeving", die aan het begin van het derde lid staan, moet gepreciseerd worden om welke kennisgeving het gaat (en dus tegen welke soort akte(n) een bezwaar kan worden ingediend).

2. Artikel 124 zou ook aangevuld moeten worden met een lid aangaande het nemen van de definitieve beslissing omtrent de straf (zie artikel 122, § 3, wat de ambtenaren-generaal betreft).

Artikel 125

Artikel 125 hoort veeleer thuis in Hoofdstuk V dat gaat over de raden van beroep.

Artikel 126

In artikel 126, § 3, tweede lid, tweede zin, schrijve men "Onder voorbehoud van laatstgenoemd beginsel, is de overheid niet gebonden door [...]" in plaats van "De overheid is bovendien niet gebonden door [...]".

Artikel 127

In paragraaf 1, eerste lid, zouden de woorden "in laatste instantie" gepreciseerd moeten worden.

Artikel 128

Er is een tegenstrijdigheid tussen paragraaf 1, die bepaalt dat iedere tuchtstraf behalve de afzetting, wordt uitgewist, en paragraaf 2, die niet voorziet in het uitwissen van de lagere inschaling. Die tegenstrijdigheid moet worden weggewerkt.

Algemene opmerkingen betreffende Hoofdstuk V -
"Raden van beroep"

Los van de opmerkingen gemaakt bij algemene opmerking nr. 1, geeft hoofdstuk V ("Raden van beroep") aanleiding tot de volgende algemene opmerkingen.

Door de samenstelling van de raden van beroep niet vast te stellen, tenzij wat de vertegenwoordigers van het Verenigd College betreft (artikel 132 van het ontwerp), verwijst de ontworpen regeling impliciet naar de artikelen 285 tot 287 van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999. Zulk een impliciete verwijzing is onaanvaardbaar. Wat dat betreft wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1 en naar de opmerking gemaakt bij artikel 18.

Wat betreft de procedure vóór de raden van beroep, bevat de voorliggende tekst eigen bepalingen (artikelen 135 tot 142 van het ontwerp) die grotendeels gelijk zijn aan die vervat in de artikelen 288 tot 302 van het voornoemde besluit van 6 mei 1999, maar die daarvan niettemin op een aantal punten afwijken [19]. Die werkwijze kan tot verwarring leiden bij de toepassing van de regelingen.

---

[19] De termijn voor de kennisgeving van de definitieve beslissing bijvoorbeeld, bedraagt krachtens artikel 142, § 3, tweede lid, van het ontwerp "vijftien dagen (lees : werkdagen)" vanaf de "ontvangst", terwijl dit luidens artikel 302 van het voornoemde besluit van 6 mei 1999 "tien werkdagen" na de "uitspraak" is.

Artikel 142, dat betrekking heeft op de uitspraak van de tuchtstraf na het beroep, hoort niet thuis in Hoofdstuk V dat gaat over de raden van beroep, maar zou een op zichzelf staand hoofdstuk moeten vormen [20].

Meer in het algemeen moet de structuur van Hoofdstuk V, zoals reeds blijkt uit de algemene opmerkingen gemaakt bij Titel XII, verbeterd worden.

Artikel 132

Artikel 132 preciseert niet hoe de overheidsdelegatie wordt gevormd wanneer het beroep ingesteld wordt door een ambtenaar-generaal. Die leemte moet worden verholpen.

Artikel 135

1. In het eerste lid moeten de woorden "naar gelang het geval (lees : naargelang van het geval)" verduidelijkt worden.

2. Dat geldt ook voor de woorden "spannen de procedure aan" in het tweede lid van hetzelfde artikel.

Opschrift van titel XIII, hoofdstuk 1

Het zou beter zijn om in titel XIII, hoofdstuk 1, het opschrift "Feiten" te vervangen door het opschrift "Feiten die aanleiding kunnen geven tot schorsing in het belang van de dienst".

---

(20) Zie, in het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, de artikelen 301 en 302, die Hoofdstuk IV ("Uitspraak van de tuchtstraf na beroep") vormen in Boek II, Titel IX ("De tuchtregeling").

Artikel 146

Voorgesteld wordt om aan het eind van artikel 146, eerste lid, de volgende zin toe te voegen:

"In de oproeping worden de feiten vermeld die de ambtenaar ten laste worden gelegd."

Artikel 147

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat in de tweede zin na de woorden "binnen tien werkdagen" de woorden "te rekenen van het hoorgesprek bedoeld in artikel 146" moeten worden toegevoegd.

Artikel 148

De vraag rijst hoe in paragraaf 1, tweede lid, de overheid kennis krijgt van de rechterlijke eindbeslissing, waarvan alleen aan de partijen kennis wordt gegeven.

Artikel 152

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat artikel 152 omtrent de volgende twee punten moet worden gepreciseerd :

- de woorden "Na afloop van het onderzoek van het dossier" moeten worden vervangen door de woorden "Nadat de beslissing bedoeld in artikel 147 is genomen";

- in punt 2/, in fine, moeten de woorden ", tweede lid" worden toegevoegd.

Artikel 156

Artikel 156 somt een aantal gevallen van verlof en vakantie op, zonder dat de daarop volgende bepalingen steeds even duidelijk aangeven met welk punt van deze bepaling ze overeenstemmen. Zo dient duidelijker te worden aangegeven dat onder het "uitzonderlijk verlof" bedoeld in artikel 156, 1/, de verloven bedoeld in artikel 160 worden verstaan, dat het vaderschapsverlof bedoeld in artikel 156, 2/, het verlof is waarvan sprake is in artikel 167, enzovoort. Die preciseringen dienen niet voor te komen in artikel 156, maar in de bepalingen die respectievelijk deze verloven betreffen.

Artikel 162

1. In het eerste lid, 2/, a), wordt verwezen naar een begrip dat zou zijn gedefinieerd in artikel 156, 15/. Deze laatste bepaling bevat echter geen enkele definitie. De gemachtigden van de ministers hebben gesteld dat in artikel 162, eerste lid, 2/, a), het woord "bepaald" vervangen moet worden door het woord "bedoeld".

2. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat het duidelijker zou zijn om in de tweede zin van het tweede lid "Het aldus berekende aantal vakantiedagen" te schrijven (in plaats van "Het aldus berekende aantal dagen"). De derwijze gewijzigde passage kan alsdan niet meer aldus worden geïnterpreteerd dat ze slaat op het aantal dagen afwezigheid berekend krachtens het tweede lid, eerste zin.

Artikel 164

De gemachtigden van de ministers hebben verklaard dat het verlof van 27 december tot en met 31 december waarvan sprake is in artikel 164, tweede lid, een vast aantal dagen telt, ongeacht het aantal feestdagen dat tijdens het desbetreffende jaar viel op een zaterdag of op een zondag. Om aan te geven dat het een vast aantal dagen betreft, wordt voorgesteld in het tweede lid tussen de woorden "worden" en "gecompenseerd" het woord "ambtshalve" toe te voegen.

Artikel 165

In het eerste lid is er een tegenstrijdigheid tussen punt 4/, dat vier dagen verlof voorschrijft in geval van overlijden van een bloedverwant in de eerste graad, en punt 6/, dat slechts twee dagen verlof voorschrijft in geval van overlijden van een bloedverwant in om het even welke graad (dus ook in de eerste graad). De gemachtigden van de ministers hebben verklaard dat die tegenstrijdigheid zou worden weggewerkt door aan het begin van punt 6/ de woorden "onder voorbehoud van het verlof bedoeld in 4/," in te voegen.

Artikel 169

Voorgesteld wordt aan het eind van artikel 169 een derde lid toe te voegen dat mutatis mutandis artikel 168, tweede lid, overneemt.

Artikel 171

De laatste zin van het tweede lid moet een onderscheiden derde lid vormen.

Artikel 172

Het zou beter zijn in paragraaf 5 de woorden "Onder voorbehoud van artikel 210 en in afwijking van paragraaf 4 van dit artikel" te vervangen door de woorden "In afwijking van artikel 171 en van paragraaf 4 van dit artikel".

Artikel 174

1. De zin "De medische controledienst geeft kennis van zijn beslissing aan de leidend ambtenaar" [21], welke voorkomt aan het eind van paragraaf 1, tweede lid, dient een onderscheiden derde lid te vormen, daar deze betrekking heeft op elk van beide gevallen waarvan sprake is in het eerste en het tweede lid.

2. Voorgesteld wordt om paragraaf 2 te doen aanvangen met de woorden "Indien de medische controledienst van oordeel is dat de ambtenaar zijn dienst met halve dagen kan hervatten, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. In paragraaf 3 schrijve men "dagen" in plaats van "kalenderdagen".

Artikel 190

Artikel 190, tweede lid, moet aldus worden herzien dat de volgende twee preciseringen erin worden aangebracht :

- de mogelijkheid om op ieder ogenblik een eind te maken aan de opdracht doet geen afbreuk aan het bepaalde in artikel 185, derde lid;

- volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigden van de ministers slaat de mogelijkheid om op ieder ogenblik een eind te maken aan de opdracht niet op de periodes gedekt door een "eerste machtiging" in de zin van artikel 187, § 1, eerste lid, maar alleen op de periodes gedekt door een "volgende machtiging" in de zin van artikel 187, § 2.

---

(21) De woorden "Dans les deux cas" in de Franse lezing van de tekst komen niet voor in de Nederlandse lezing ervan.

Artikel 191

De aangelegenheid van het verlof voor vakbondsopdracht wordt geregeld bij artikel 81 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en ressorteert onder de federale overheid krachtens artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat bij artikel 79, § 3, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen toepasselijk is verklaard op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikelen 192 en 193

De terminologie die respectievelijk wordt gebruikt in de artikelen 192 en 193 ("ambt/fonction") en in artikel 156, 12/ ("werkzaamheden/activité"), moet in onderlinge overeenstemming worden gebracht.

Artikel 195

Het verdient aanbeveling om aan het eind van artikel 195 de woorden "met toepassing van het koninklijk besluit van 20 februari 1980 houdende coördinatie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden" toe te voegen.

Artikel 197

In artikel 197 moet het exacte opschrift worden vermeld van het aldaar geciteerde koninklijk besluit, te weten het "koninklijk besluit van 8 maart 1999 ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector".

Artikel 198

In artikel 198 moet het exacte opschrift worden vermeld van het aldaar geciteerde besluit, te weten het "besluit van het Verenigd College van 16 december 2004 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van de personeelsleden van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad".

Artikel 209

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat in het tweede lid na het woord "opnemen" de woorden "die met zijn graad overeenstemt" moeten worden toegevoegd.

Artikel 216

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat in het eerste lid, 2/, tussen de woorden "of wiens" en "lichamelijke geschiktheid" het woord "definitieve" moet worden toegevoegd.

Artikel 224

De terminologie die wordt gebruikt in artikel 224, § 3, eerste lid ("positieve evaluatie"), moet in overeenstemming worden gebracht met die welke wordt gebruikt in artikel 72, § 4, eerste lid ("gunstige evaluatie").

Artikel 226

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking omtrent artikel 2, met betrekking tot de invoeging, in dat artikel, van de definities die thans voorkomen in artikel 226.

2. Het zou beter zijn in punt 1/ "elke [...] dienst die ressorteert onder de wetgevende en uitvoerende macht van de Staat, ..." te schrijven in plaats van "elke ... dienst die afhangt van de wetgevende, de uitvoerende macht van de Staat, ...".

In het gehele artikel vervange men de uitdrukking "afhangen van" door de woorden "ressorteren onder".

3. In hetzelfde punt 1/ moeten de woorden "van de Staat" na de woorden "van de rechterlijke macht" vervallen.

4. Voorgesteld wordt om in punt 3/, eerste streepje, na de woorden "de uitvoerende macht" de woorden "van de Staat, de gewesten, de gemeenschappen en de Vlaamse en Franse Gemeenschapscommissie" toe te voegen.

Artikel 233

Het verdient aanbeveling om in paragraaf 1, 8/, "tot de diensten van de instellingen van de Europese Unie, de Europese Gemeenschappen (voorts zoals in het ontwerp)" te schrijven.

Artikelen 234 en 235

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat na het woord "ambtenaar" de woorden "of het personeelslid op proef" moeten worden toegevoegd.

Het verdient aanbeveling in het gehele ontwerp het woord "stagiair" te vervangen door de woorden "personeelslid op proef" en het woord "stage" door het woord "proeftijd".

Opschrift van titel I, hoofdstuk VII

Voorgesteld wordt om aan het eind van het opschrift van titel I, hoofdstuk VII ("Wedde in geval van verminderde prestaties") de woorden "wegens persoonlijke aangelegenheid" toe te voegen.

Artikel 249

De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat het nuttig zou zijn om aan het eind van artikel 249 de woorden "in de zin van artikel 156, 6/" toe te voegen.

Artikel 252

Het zou beter zijn in artikel 252, § 2, tweede lid, 3/, veeleer dan te verwijzen naar de wetsbepalingen krachtens welke verlof wordt toegestaan, te verwijzen naar de artikelen van het ontwerp die het verlof in kwestie toestaan.

Artikel 253

In paragraaf 7 schrijve men "die de in artikel 251 bedoelde" in plaats van "die van de in artikel 204 bedoelde".

Artikel 263

In het tweede lid moet in de punten a) en b) [(22)] na de woorden "de artikelen 8 en 9, § 1" en "de artikelen 9, § 1, 11 of 12" telkens de woorden "van het voornoemde besluit" worden toegevoegd, daar die verwijzingen anders aldus kunnen worden geïnterpreteerd dat de overeenstemmende artikelen van het ontwerpbesluit worden bedoeld.

Artikel 268

De woorden ", evenals zijn wijzigende besluiten" aan het eind van het tweede lid zijn overbodig en moeten daarom vervallen.

Artikel 269

Om iedere dubbelzinnigheid omtrent de draagwijdte van de woorden "hebben recht op een vergoeding van hun kosten" te voorkomen, zou het beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 269. De ambtenaar en het personeelslid op proef die van de fiets gebruik maken voor de behoeften van de dienst of die zich ten minste vijf maal per maand per fiets verplaatsen om zich van hun woonplaats naar hun werk te begeven, hebben recht op een vergoeding."

---

(22) Die de punten 1/ en 2/ moeten worden (zie de "slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen" hierna).

Artikel 274

Op de vraag waarom artikel 274 terugwerking verleent aan het ontwerp, hebben de gemachtigden van de ministers verklaard dat het ontwerp aan de belanghebbenden een aanzienlijk groter aantal dagen jaarlijkse vakantie verleent dan de voorheen toepasselijke regeling. Aangezien het aantal dagen jaarlijkse vakantie per burgerlijk jaar wordt bepaald, dient de inwerkingtreding van het ontwerp terug te gaan tot 1 januari 2008. De voorgenomen terugwerking zou de personen op wie het ontwerp toepasselijk is hoe dan ook geen enkel nadeel berokkenen.

Er zij aan herinnerd dat bestuurshandelingen in de regel krachtens een algemeen rechtsbeginsel geen terugwerkende kracht hebben. Deze kan echter gewettigd zijn indien ze door een wetsbepaling wordt toegestaan. Wanneer dat niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

Alleen de bepalingen die aan deze voorwaarden voldoen, kunnen de in het ontwerp voorgestelde terugwerking krijgen.

Ondertekeningsformulieren

Krachtens artikel 8 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 13 juli 1989 houdende het reglement van zijn werking en delegatie van bevoegdheid inzake de procedures voor de rechtbanken en tot regeling van de ondertekening der akten van het Verenigd College, worden de besluiten waarover in het Verenigd College wordt beraadslaagd ondertekend door de leden die bevoegd zijn voor de aangelegenheid die het onderwerp is van het ontwerpbesluit en worden ze geviseerd door de Voorzitter van het College.

De ontworpen tekst dient dus eveneens ondertekend te worden door de Voorzitter van het Verenigd College [23].

Bijlagen

Onder het voorbehoud van opmerking nr. 2, gemaakt onder het opschrift, luidt de formule aan het eind van de bijlage als volgt :

"Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van ... houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad."

Bovendien moeten bijlagen bij regelgevende teksten door dezelfde personen ondertekend worden als de regeling waarbij ze gevoegd zijn [24]. Om de hierboven uiteengezette redenen moet de bijlage dus eveneens ondertekend worden door de Voorzitter van het Verenigd College.

Slotopmerkingen en wetgevingstechnische opmerkingen

1. De woorden "human resources", die in de Nederlandse lezing van het ontwerp in verscheidene bepalingen voorkomen, moeten worden vervangen door een soortgelijke Nederlandse uitdrukking.

2. In artikel 36 moet de onderverdeling in A, B, C, ... vervangen worden door een onderverdeling in 1/, 2/, 3/, die op haar beurt onderverdeeld wordt in a), b), c).

---

(23) Zie in die zin de slotopmerkingen gemaakt in de voornoemde adviezen 43.339/2/V en 43.340/2/V.

(24) Zie de circulaire Wetgevingstechniek van de Raad van State - aanbevelingen en formules, november 2001, punt 8.12.2.2, tweede alinea.

In artikel 263 moet de onderverdeling in a) en b) worden vervangen door een onderverdeling in 1/ en 2/.

3. Bij verwijzingen binnen eenzelfde tekst of binnen een onderverdeling hiervan wordt niet vermeld dat het om dezelfde tekst of dezelfde bepaling gaat [(25)]. In artikel 59, § 4, moeten de woorden "van dit artikel" dan ook vervallen.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 91, § 1, vierde lid, in fine, en § 6, in fine, voor artikel 123, § 1, tweede lid, en § 3, voor artikel 172, §§ 5 en 6, en voor artikel 187, § 4.

4. Als een regeling wordt ingedeeld in boeken, titels, hoofdstukken, afdelingen of onderafdelingen, moeten alle artikelen of groepen van artikelen binnen één van die onderdelen vallen [(26)]. Artikel 115 moet bijgevolg worden opgenomen in een hoofdstuk, en artikel 258 in een afdeling. De nummering van de daaropvolgende hoofdstukken en afdelingen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

5. De gegevens opgesomd in artikel 227, eerste lid, moeten respectievelijk worden voorafgegaan door 1/, 2/ en 3/.

6. Onderverdelingen in 1/, 2/, 3/, eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), kunnen alleen worden gebruikt in zinnen die een lid of een paragraaf vormen, om opeenvolgende stellingen of een opsomming aan te geven, maar niet om het dispositief van een artikel onder te verdelen [(27)]. Artikel 253, § 3, moet derhalve doorlopend worden geredigeerd, waarbij de onderverdeling in 1/ en 2/ vervalt.

---

(25) Zie de circulaire Wetgevingstechniek van de Raad van State - aanbevelingen en formules, november 2001, punt 5.11.

(26) Idem, punt 8.5.3.4.

(27) Idem, punt 8.5.2.6.

7. In plaats van "EUR" schrijve men "euro" (dat in het Nederlands onveranderd blijft in de meervoudsvorm). Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 253, § 5, 1/, 259, eerste lid, 260, eerste lid, 261, 262, § 1, 266, § 1, en 269, tweede lid.

8. De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse lezing van het ontwerp moet grondig worden herzien. Bij wijze van voorbeeld wordt op de volgende discrepanties gewezen :

- in de Nederlandse lezing van artikel 18, eerste lid, is sprake van een "verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid", en in de Franse lezing van een "déclaration d'inaptitude professionnelle";

- in de Franse lezing van artikel 48, tweede lid, moet in het zinsdeel "Il n'est pas soumis" het woord "pas" kennelijk vervallen;

- in de Franse lezing van artikel 74, § 3, ontbreken de woorden "avec le fonctionnaire" aan het eind van de eerste zin;

- in de Franse lezing van artikel 122, § 3, schrijve men "sous peine d'être censé renoncer" (in plaats van "sous peine de renoncer"); een soortgelijke opmerking geldt voor de Franse lezing van artikel 123, § 3, in fine;

- in de Franse lezing van artikel 128, § 1, tweede lid, moet het woord "application" kennelijk worden vervangen door het woord "appréciation";

- in artikel 143 schrijve men "of waarvoor voldoende aanwijzingen voorhanden zijn die wettigen dat een tuchtstraf wordt opgelegd" in plaats van "of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn met het oog op het opleggen van een tuchtstraf";

- in de Nederlandse lezing van artikel 174, § 1, tweede lid, laatste zin, ontbreekt het equivalent van de woorden "Dans les deux cas", die voorkomen in de Franse lezing van die bepaling;

- in de Franse lezing van artikel 215, ontbreken na de woorden "ne peut perdre sa qualité" de woorden "de fonctionnaire";

- het zou beter zijn de Franse lezing van artikel 237 als volgt te redigeren :

"La durée des services admissibles que comptent le fonctionnaire et le stagiaire ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes couvertes par ces services.";

- in de Franse lezing van artikel 251, in fine, schrijve men "identiques à ceux applicables aux agents fédéraux".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS